Aide humanitaire
et Protection civile

# PROJET MAHALOMBA
# Evaluation Initiale du projet de renforcement de la résilience des communautés les plus vulnérables par l'intermédiaire d'actions de réduction de risques de catastrophes inclusives à Madagascar.

**ASSOCIATION DE CONSULTANTS**
**Décembre 2018**

I. Résumé exécutif ..... 3
II. Objectif et cadre de l'enquête ..... 6
2.1 Le contexte de la zone d'étude ..... 6
**I. Présentation de la zone d'étude** ..... 7
**II. Présentation de la méthodologie** ..... 7
**III. Approche proposée** ..... 8
2.3 Cadre légal et institutionnel ..... 13
2.3.1 Stratégie Nationale de Gestion des Risques des Catastrophes ..... 13
2.3.2 Comités de Gestion des Risques des Catastrophes ..... 14
2.3.3 Plan de Contingence ..... 15
2.3.4 Système d'alerte précoce ..... 16
III. Résultats et analyse des données de l'enquête ..... 16
3.1 Volet institutionnelle ..... 16
3.1.1 Comités de GRC ..... 17
**3.1.2 Plan de préparation et de réponse** ..... 18
**3.1.3 Système d'Alerte Précoce** ..... 19
3.2 Volet enquête CAP ..... 21
3.2.1 Données générales ..... 21
3.2.2 Connaissances ..... 22
3.2.3 Attitudes ..... 26
3.2.4 Pratiques ..... 29
- Pratiques face aux cyclones ..... 29
- Pratiques face aux inondations ..... 31
IV. Recommandations ..... 32
4.1 Structure de Gestion des Risques des Catastrophes ..... 0
4.2 Plan de Préparation et de Réponse ..... 1
4.3 Système d'alerte précoce ..... 3
V. Plan de suivi ..... 4
VI. Conclusion ..... 0

## Liste des Tableau

**Tableau n° 1 :** Répartition par district
**Tableau n° 2 :** Répartition des chefs de ménages par sexe
**Tableau n° 3 :** Répartition des chefs de ménages selon le statut matrimonial
**Tableau n° 4 :** Répartition par activité
**Tableau n° 5 :** Répartition par niveau d'éducation
**Tableau n° 6 :** Catastrophes naturelles pouvant provoquer des impacts importants
**Tableau n° 7 :** Origine des cyclones et des inondations
**Tableau n° 8 :** Connaissances en RRC
**Tableau n° 9 :** Origine des connaissances en RRC
**Tableau n° 10 :** Sensibilisation en matière de RRC
**Tableau n° 11 :** Connaissance du BNGRC
**Tableau n° 12 :** Connaissance de l'existence de comités locaux de secours (CLS)
**Tableau n° 13 :** Connaissance de l'existence de plan de préparation aux urgences
**Tableau n° 14 :** Connaissance du système d'alerte précoce
**Tableau n° 15 :** Connaissance du système d'alerte précoce
**Tableau n° 16 :** Connaissances des ménages sur leur vulnérabilité
**Tableau n° 17 :** Préparation pour la prochaine saison
**Tableau n° 18 :** Préparation au niveau des fokontany
**Tableau n° 19 :** Présence des femmes dans les comités
**Tableau n° 20 :** Présence des jeunes dans les comités
**Tableau n° 21 :** Présence des personnes âgées et personnes en situation d'handicap dans les comités
**Tableau n° 22 :** Participation à l'élaboration des plans de préparation aux urgences
**Tableau n° 21 :** Participation à des exercices de simulation
**Tableau n° 22 :** Prise de mesure lors du dernier cyclone
**Tableau n° 23 :** Réception de l'alerte sur la survenue du cyclone
**Tableau n° 24 :** Réception d'alerte pour l'évacuation
**Tableau n° 25 :** Evacuation des lieux d'habitation
**Tableau n° 26 :** Raisons pour lesquelles les ménages sont restées chez eux
**Tableau n° 27 :** Mesures prises par les ménages qui sont restés chez eux
**Tableau n° 28 :** Prise de mesure lors de la dernière inondation
**Tableau n° 29 :** Réception de l'alerte sur la survenue de l'inondation
**Tableau n° 30 :** Réception d'alerte pour l'évacuation
**Tableau n° 31 :** Evacuation des lieux d'habitation
**Tableau n° 32 :** Raisons pour lesquelles les ménages sont restées chez eux
**Tableau n° 33 :** Mesures prises par les ménages qui sont restés chez eux

# I. Résumé exécutif

Du fait de sa situation géographique dans le sud-ouest de l'océan Indien, Madagascar est le deuxième pays d'Afrique le plus exposé à de multiples risques de catastrophe. Entre 2000 et 2017, Madagascar a enregistré 19 catastrophes majeures déclenchées par l'environnement nécessitant une assistance internationale, ce qui le place bien devant tout autre pays en Afrique australe au cours de la même période. Parmi les divers aléas auxquels le pays est exposé, les tempêtes tropicales et les inondations sont ceux qui causent le plus de dommages socio-économiques et de pertes de vies humaines.

Les districts de Mahajanga I, Mahajanga II et Marovoay qui sont localisés sur la côte Ouest Malgache font partie des districts à risques en cas de catastrophes naturelles en particulier les cyclones et les inondations. Compte tenu de l'historique et de la probabilité que d'autres catastrophes naturelles se produisent au niveau de la zone dans le futur, CARE avec le financement d'ECHO met en œuvre un projet d'amélioration de la résilience des populations et des institutions pour faire face aux risques de catastrophes d'une durée de 21 mois dans la Région Boeny sur la côte ouest de Madagascar.

A cet effet, CARE a procédé à un appel à consultance pour la réalisation d'une évaluation de référence incluant une enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques des communautés cibles du projet qui utilisera des méthodes qualitatives et quantitatives et dont le but est de collecter des données de référence qui aideront éventuellement les parties prenantes du projet à tirer des conclusions rigoureuses sur la performance du projet (pertinence, efficience, efficacité, impact, durabilité) à la fin du projet.

Afin d'atteindre l'objectif de l'étude, deux approches ont été adopté à savoir :

- Des entretiens individuels avec les Responsables du projet au sein de CARE Madagascar ainsi que les institutions concernées par le projet (BNGRC, Comités de GRC existants…).

- Des entretiens individuels et en focus group avec les responsables au niveau des districts, des autorités au niveau des commune et fokontany, les différentes structures, les services techniques, les ONG's et Associations intervenant dans le domaine de la RRC et Réponses aux Urgences et surtout les ménages issus des différents groupes/sous-groupes les plus vulnérable aux catastrophes naturelles au niveau des fokontany.

Du point de vue des résultats l'évaluation se subdivise en deux parties, les résultats au niveau institutionnel et les résultats des enquêtes KAP au niveau des communautés vulnérables aux inondations. Les principaux résultats de l'évaluation sont résumés dans les paragraphes ci-dessous :

- ➢ Au niveau institutionnel :

- Comité de Gestion des Risques des Catastrophes :

Au niveau région :

Existence d'un CRGRC[1] mais qui est en veille depuis 2014 après le passage du cyclone Helen. Un point focal du BNGRC[2] est présent au niveau de la région.

Au niveau district :

[1] Comité Régional de Gestion des Risques des Catastrophes
[2] Bureau National de Gestion des Risques de Catastrophes

- Existence de CDGRC[3] au niveau des 3 districts mais opérationnel seulement pour Mahajanga I;
- Pas de ressources (humaines et financières) affectées à la Réduction des Risques de Catastrophes.

Au niveau des communes :

- Inexistence de Comités de Gestion des Risques des Catastrophes au niveau des communes ciblées par le projet sauf pour la Commune Urbaine de Mahajanga mais qui n'est pas opérationnel ;
- Nécessité de mettre en place et d'opérationnaliser des CCGRC[4] au niveau des 4 communes ciblées par l'action ;
- Pas d'information sur le cadre institutionnel de la GRC/RRC : les documents sur la politique et la stratégie nationale de GRC ne sont pas disponible à leur niveau.
- Pas d'appropriation des membres sur leur rôle et responsabilité suite à l'indisponibilité des documents sur la GRC/RRC surtout en version Malagasy et le manque de sensibilisation ;
- Absence de structures et de moyens pour la préparation et pour les réponses aux urgences en cas de catastrophe.

- Plan de préparation aux urgences :

  - Existence d'un plan de contingence multirisque mis à jour en 2018 pour la Région Boeny mais qui n'inclut pas un plan d'évacuation ;
  - Aucun plan de contingence mis à jour pour les trois Districts ;
  - Aucun plan au niveau des communes ciblées ;
  - Tous les fokontany d'intervention ne possèdent ni plan de réduction des risques de catastrophe, ni matrice de réaction rapide.

- Système d'Alerte Précoce :

  - Système complexe et difficile à utiliser surtout pour les aléas autres que les cyclones ;
  - Codage couleur inapproprié pour plusieurs aléas qui se produisent en même temps ;
  - Système d'alerte précoce inapproprié pour certains groupes au sein de la population (personnes à mobilité réduite, personnes malvoyantes ; personnes malentendantes) ;
  - Latence dans le déclenchement des alertes ;
  - Contenu des alertes trop technique ;
  - Inexistence de mécanisme ou de système de suivi au niveau communautaire ;
  - Absence de coordination et de mise en commun des ressources pour le bon fonctionnement du système.

- RRC en milieu scolaire :

  - Connaissance en RRC à renforcer au niveau des DREN[5], CISCO[6], ZAP[7] et les enseignants ;
  - Niveau de préparation assez faible au niveau des écoles ;
  - Pas de plan de préparation aux urgences ;
  - Pas de systèmes d'alertes ;
  - Environnement non sécurisés pour la plupart des établissements scolaires publiques.

[3] Comité de Gestion des Risques des Catastrophes au niveau District
[4] Comité Communal de Gestion des Risques de Catastrophes
[5] Direction Régionale de l'Education Nationale
[6] Circonscription Scolaire
[7] Zone d'Appui Pédagogique

- Utilisation abusif des écoles comme abris en cas de catastrophes.

➢ Au niveau communautaire :

Pour le niveau communautaire les principaux résultats des enquêtes CAP sont les suivantes :

- Données générales :

Sur les 245 ménages enquêtés, 69 (28%) sont dirigés par des femmes, 70% sont marié(e)s et 24% divorcé(e)s ou veuf(ve)s.

- Connaissances :

✓ Connaissance des aléas

Même si 74% des ménages enquêtés savent plus ou moins l'origine des aléas, seulement 8% ont pu donner des explications plausibles pour justifier leurs réponses. Cette catégorie de répondant est constituée en grande partie des chefs de ménages qui ont pu effectuer des études universitaires ou au moins secondaire.

✓ Connaissance de la gestion des risques des catastrophes

52% des répondants ont affirmé connaitre le concept de Réduction des Risques de Catastrophes. En approfondissant les discussions, il s'est avéré que 59% d'entre eux ont juste entendu parler de la Réduction des Risques de Catastrophe, mais que les détails sur le concept les échappent encore

✓ Connaissances sur le plan de préparation aux urgences et le système d'alerte précoce

19% des répondants ont affirmés qu'ils ne sont pas au courant de l'existence d'un plan de préparation aux urgences au niveau de leur fokontany, par contre, 81% affirment que le système existe mais qu'il n'est pas spécifique à un aléa.

✓ Connaissances sur la vulnérabilité du ménage

94% se considèrent vulnérables dont 42% très vulnérables. Seulement 6% des répondants ne se considèrent pas comme vulnérable. Les ménages qui se considèrent comme vulnérable ont identifié comme origine de leur vulnérabilité le manque d'argent (50%), les lieux où se trouvent leurs habitations (20%), l'utilisation de matériaux de construction non adaptée lors de la construction de leur maison (12%), le fait de ne pas pouvoir suivre les nouvelles (2%) et l'inexistence de sensibilisation au niveau de la communauté (2%).

- Attitudes :

✓ Prise de mesure en cas de nouvelle catastrophe naturelle

Pour la prochaine saison 89% des ménages enquêtés ont affirmé vouloir se préparer à l'avance en écoutant les nouvelles, en renforçant les habitations et en faisant des stocks de nourriture et d'eau. Seulement 17% des ménages enquêtés disent vouloir quitter leur lieu d'habitation en cas de catastrophe naturelle majeure.

✓ Intégration des femmes, des jeunes, des personnes âgées et de personnes en situation d'handicap dans les comités locaux de secours

Dans le cadre de la composition des comités locaux de secours et sur la question de l'intégration des femmes, des jeunes, des personnes âgées et des personnes en situation d'handicap dans les comités, 81% des ménages enquêtés estiment que c'est nécessaire, dont

83% pour l'intégration des femmes, 93% pour l'intégration des jeunes et 66% pour l'intégration des personnes âgées et des personnes en situation d'handicap.

- ✓ Participation à l'élaboration d'un plan de préparation ou à la réalisation d'exercice de simulation

92% des ménages enquêtés se disent prêt à participer à l'élaboration d'un plan de préparation au niveau fokontany en donnant leurs avis et en fournissant les informations nécessaires et à participer activement à des exercices de simulation si ces exercices sont organisés au niveau des fokontany.

- Pratiques :

  - ✓ Prise de mesures lors des dernières catastrophes naturelles (cyclone et inondation)

Lors des dernières catastrophes naturelles, 71% des ménages enquêtés ont pris des mesures à l'avance pour se préparer.

- ✓ Types de mesure prise

Les principaux mesures prises par la communauté étaient de renforcer les maisons (42%), d'écouter souvent les nouvelles et mettre les biens en sécurité (37%) et stocker de l'eau et de la nourriture (22%).

- ✓ Mesures prises après réception d'alerte d'évacuation

35% des ménages se sont déplacés pour quitter leur maison après réception de l'alerte pour l'évacuation, 66% sont restés chez eux. Pour ceux qui sont restés chez eux, la principale raison est la sécurité des biens. La majorité des ménages qui se sont déplacés sont allés vers les écoles.

# II. Objectif et cadre de l'enquête

## 2.1 Le contexte de la zone d'étude

Madagascar est régulièrement affecté par les catastrophes dues au passage des cyclones, des inondations et de la sècheresse. Les informations relatives au changement climatique prédisent pour les années à venir le maintien globalement stable du nombre de cyclones au cours d'une saison (2 à 3) selon la Direction Générale de la Météorologie. La région de Boeny fait partie des zones à haut risques de cyclone et d'inondation qui peuvent s'en suivre de par sa localisation se trouvant à proximité du canal de Mozambique où des cyclones peuvent se former comme ce fut le cas lors du passage d'Haruna en 2013, d'Hellen en 2014 et de Chedza en 2015. La faible résilience des communautés de cette zone face aux cyclones et aux inondations est généralement due à la connaissance des risques très limitée, au manque d'informations météorologiques disponible ou n'arrivant pas jusqu'aux communautés, à l'inexistence de diffusion des alertes et à la très faible capacité de réponse en cas de catastrophes. Ces éléments sont au cœur des problèmes de la région.

Face à cette situation, avec le financement du Département d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), CARE – Humanité et inclusion (HI) ainsi que SAF/FJKM ont uni leurs efforts pour renforcer les capacités des communautés les plus vulnérables et des institutions en Réduction des Risques de Catastrophes tout en intégrant une approche inclusive, sensible au genre et multirisque dans les 3 districts de la région Boeny à savoir le District de Mahajanga 1, Mahajanga 2 et Marovoay.

L'objectif global est de **« Développer les capacités de préparation et de réponse aux catastrophes, avec une approche inclusive, particulièrement sensible au genre et intégrée, dans le Nord-Ouest de Madagascar, Région de Boeny ».**

L'intervention envisage de mener les actions suivantes :

1) *Renforcement de capacité des institutions locales à différents niveaux et des communautés sur les connaissances et compétences nécessaires pour la mise en place et l'opérationnalisation d'un système d'alerte précoce inclusif et intégré.*
2) *Amélioration de la résilience des communautés cibles, en particulier les groupes les plus vulnérables même en période de crise, grâce à un mécanisme de réponse et de protection sociale permettant d'assurer une* sécurité minimale de revenu et d'accès aux services sociaux de base
3) *Amélioration des capacités et connaissances en RRC des écoliers des zones d'intervention afin de mieux les préparer à faire face aux catastrophes*
4) *En cas de catastrophe, même en dehors des zones de l'action, d'apporter des réponses rapides aux besoins immédiats et vitaux à la zone affectée.*

En ce début d'intervention, le projet procède à une évaluation de référence qui sera effectuée par des évaluateurs externes et utilisera des méthodes qualitatives et quantitatives. Il s'agit de collecter des informations de référence qui aideront les parties prenantes du projet à tirer des conclusions rigoureuses sur la performance du projet (pertinence, efficience, efficacité, impact, durabilité) à la fin du projet.

Sont concernées par cette évaluation, les 5 communes des 3 districts de la région Boeny entre autres : les communes de Mahajanga, Boanamary, Marovoay Banlieue, Manaratsandry et Bemaharivo (bassin versant)

L'enquête permettra également de recueillir des informations sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales décentralisées et des services déconcentrés concernés afin de servir de piste d'orientation supplémentaire pour le projet conduisant à l'atteinte de son objectif.

# I. Présentation de la zone d'étude

La zone d'étude concerne les 3 districts de la région Boeny ainsi que 5 communes dans ces districts :

- District de Mahajanga I : la commune urbaine de Mahajanga.
- District de Mahajanga II : la commune de Boanamary.
- District de Marovoay : les communes de Marovoay Banlieue, Manaratsandry et Bemaharivo.

# II. Présentation de la méthodologie

## 3.1 Objectif de la prestation

L'objectif général de cette évaluation est de fournir aux acteurs de mise en œuvre du projet des informations détaillées sur la situation de référence en proposant des valeurs (qualitatives et quantitatives) basées sur les indicateurs d'impact, d'effets et de résultats conformément au cadre logique du projet et analysées selon l'approche Genre et l'approche inclusive ainsi que des informations détaillées sur les comportements, attitudes et pratiques des ménages.

## 3.2 Objectifs spécifiques de l'évaluation

Dans ce cadre, en alignement aux termes de référence de l'étude, l'équipe de consultant se focalisera dans l'analyse les éléments suivants :

- Contexte socio-économique et culturelle des populations cibles tout en mettant en exergue les relations de pouvoir ainsi que la place attribuée aux femmes dans le cycle de la Gestion des Risques et des Catastrophes tout en sachant que ces sont ces dernières qui sont les principales victimes lorsqu'une catastrophe survient.

- Connaissances, Attitudes et Pratiques des populations cibles ainsi que leurs savoirs traditionnels pratiqués pour réduire les risques de catastrophes dans leur localité respective.
- Analyse comparative entre les fokontany pour voir leurs différents degrés d'exposition et de vulnérabilité face aux risques de catastrophes ainsi qu'à la proportion et les caractéristiques des ménages à faible capacité voire incapacité de faire face aux menaces des différents aléas tout en fournissant les facteurs conduisant à leur niveau de résilience.
- La connaissance et compétence des différentes structures (i) en Gestion des Risques et de Catastrophes de la zone d'intervention du projet, (ii) en adaptation au changement climatique, et (iii) en approche genre et approche GRC inclusive4 ; puis de donner des recommandations correspondantes qui vont permettre de certifier la viabilité et pérennité des acquis du projet après son retrait.
- Des facteurs pouvant entraver ou encourager l'intégration des élèves et des enseignants dans le processus de la RRC inclusive.
- Connaissance et capacité d'intervention du secteur privé, notamment les membres de la plateforme Humanitaire œuvrant ou souhaitant œuvrer dans la zone géographique ciblée par le projet, soit sur des activités de prévention, mitigation, préparation, réponses aux urgences, relèvement précoce, et reconstruction.
- Analyse du système d'information et de documentation du BNGRC existant au niveau National afin de d'apporter des améliorations en termes d'interventions inclusives et intégrées en vue de réduire les risques de catastrophe aux bénéfices des populations.

## III. Approche proposée

### 4.1 Compréhension du mandat :

Conformément aux Termes de Références, la mission va se dérouler dans les 5 communes des 3 districts de la région Boeny où le projet va s'implanter.

La mission consistera ainsi à fournir à CARE Madagascar des informations fiables et complètes sur la situation de référence au niveau institutionnelle et communautaire en matière de réduction des risques de catastrophe qui permettra de mesurer les différents indicateurs du projet et de permettre aux gestionnaires du projet d'améliorer les stratégies de mise en œuvre du projet pour atteindre les objectifs fixés.

Plus précisément, l'étude se focalisera sur :

#### 4.1.1. Pour le volet situation actuelle au niveau institutionnelle

- Quelles sont les structures de GRC/RRC existantes au niveau des districts - Communes et des fokontany d'intervention ?
- Quelles sont les liens de coordination existants entre ces différentes structures en termes de préparation et de réponses aux urgences ;
- Est-ce que les structures existantes ont bénéficié de séances formation/renforcement de capacité en matière de GRC/RRC – adaptation aux changements climatique – genre et GRC inclusive ?
- Pourcentage des personnes au sein des structures qui ont conservés les connaissances qu'ils ont acquises.
- Les districts et Communes disposent-ils de plan de contingence ou de réduction des risques de catastrophes ? si oui, ce plan a-t-il été appliqué ?
- Ces plans intègrent –ils l'approche inclusive ?
- Les Fokontany disposent-ils de plans de préparation ou matrice de réaction rapide ? si oui, ces plans ont- ils été appliqués ?
- Les Communes disposent-elle d'un système d'alerte précoce pour les grands aléas au niveau de la communauté ? si oui, est-il encore fonctionnel ?

- Les Communes disposent-elle d'une base de données sur les risques et la vulnérabilité au niveau communautaire ?
- Quel est le niveau de préparation des différentes structures au niveau des districts - communes et Fokontany pour faire face aux aléas, en particulier les inondations ;
- Quel est le niveau de préparation de la communauté pour faire face aux aléas, en particulier les personnes les plus vulnérables ? ;
- Quels sont les différents acteurs impliqués dans la réduction des risques des catastrophes au niveau de ces zones ? Quel est le niveau d'implication de ces acteurs ?

### 4.1.2 Pour le volet connaissances, attitudes et pratiques des communautés

- Quelles sont les groupes/sous-groupes les plus vulnérables au sein de la communauté ?
- Quelle est le niveau de connaissance de chaque groupe/sous-groupes au sein de la communauté sur les origines et causes des catastrophes ?
- Comment est-ce que chaque groupes/sous-groupes au sein de la communauté perçoivent-t-ils les risques de catastrophes ?
- Quels est le niveau de participation de chaque individu des différents groupes/sous-groupes dans la Réduction des Risques de Catastrophe ?
- Quel est le niveau de préparation de chaque individu des différents groupes/sous-groupes pour faire face aux catastrophes ?
- Comment se comporte les différents groupes/sous-groupes au sein de la communauté en cas de catastrophe ?
- Quelles sont les éventuels blocages au niveau de la communauté à l'adoption des mesures de Réduction des Risques de Catastrophes ?

### 4.1.3 Pour le volet contribution du projet dans l'atteinte des indicateurs de CARE 2020

- Est-ce que les indicateurs du projet contribuent à l'atteinte des indicateurs de CARE 2020 ?
- Les résultats atteints dans le cadre du projet tendent –ils à l'atteinte des indicateurs d'impact de CARE International ?

L'enquête permettra également de recueillir des informations sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales décentralisées et des services déconcentrés concernés afin de servir de piste d'orientation supplémentaire pour le projet conduisant à l'atteinte de son objectif.

## 4.2 Note méthodologique

L'approche à utiliser pour l'évaluation est l'entretien individuel avec les Responsables du projet ainsi que toutes les institutions concernées par le projet. Cela nous permettra d'apprécier la situation globale des districts - Commune et fokontany d'intervention du projet en matière de Réduction des Risques de et de cerner les questions à creuser durant la phase de descente sur le terrain. Les entretiens seront suivis par une descente au niveau des zones d'intervention du projet, durant laquelle des interviews avec les responsables au niveau des districts, des communes et les autorités au niveau des fokontany, les différents structures liées à la RRC, les intervenants dans le domaine de la RRC dans les zones d'interventions du projet, les responsables des entreprises membres de PHSP qui œuvre ou désire œuvrer dans le domaine de la RRC dans la zone et surtout les ménages issus des différents groupes/sous-groupes les plus vulnérable aux catastrophes au niveau des fokontany. Les entretiens avec les parties prenantes et les ménages issues des groupes/sous-groupes les plus vulnérables seront effectués sous forme de « focus group » et d'enquête individuelle. L'évaluation

utilisera de multiples sources d'informations. Pour assurer la fiabilité des données, le consultant adoptera les méthodes suivantes :

- Effectuer un échantillonnage représentatif de la population cible de l'évaluation ;
- Réaliser une revue des différents documents concernant le projet ;
- Réaliser une revue des différents documents liés au projet ;
- Rencontrer et interviewer individuellement et/ou en focus group les parties prenantes du projet, les autorités, les différents intervenants dans le domaine de la RRC et Réponses aux Urgences au niveau des 3 districts et 5 communes d'intervention du projet ;
- Analyser en profondeur la situation des zones d'intervention du projet en matière de RRC, adaptation aux changements climatique, de genre et de GRC inclusive ;
- Réaliser une analyse approfondie du registre des connaissances ou des croyances, celui des attitudes, des opinions fortes sur la RRC, adaptation aux changements climatique, de genre et de GRC inclusive des institutions et collectivités et enfin les pratiques déclarées de la communauté ;
- Analyser et trianguler les données et formuler les résultats de l'évaluation et les recommandations.

### 4.2.1 Outils d'évaluation

Afin de mener à bien cette évaluation initiale, le consultant propose de :

- Mener des entretiens individuels ou en focus group suivant un check List prédéfini pour la collecte des informations au niveau des parties prenantes du projet, des autorités au niveau des districts – communes et fokontany, des différents intervenants dans le domaine de la RRC dans la zone d'intervention du projet ;
- Procéder au remplissage des questionnaires standardisés sur les connaissances, attitudes et pratiques de la communauté au niveau des différents groupes/sous-groupes les plus vulnérables au niveau des zones d'intervention ;
- Utiliser le logiciel SPHINX pour le traitement des informations.

Avant la descente sur terrain, des fiches de collecte de données seront élaborées sur la base des objectifs de l'évaluation. Ainsi, à chaque type d'intervenant du projet sera définie une fiche spécifique :

- Fiche d'enquête ménage ;
- Check list pour les entretiens avec les parties prenantes du projet ;
- Check list pour les entretiens avec les autorités locales ;
- Check list pour les entretiens avec les différents intervenants dans le domaine de la RRC.

.
Comme indiqué dans les Termes de Référence de la présente mission le département suivi-évaluation du projet, seront impliqués durant l'évaluation. Les outils d'évaluation devront être validés par le département de suivi évaluation du projet avant leur utilisation au niveau du terrain.

### 4.2.2 Echantillonnage

- **Pour le volet situation de référence au niveau institutionnelle**

Les institutions à interviewer durant cette évaluation seront celles qui sont concernées directement ou indirectement par le projet, celles qui interviennent dans le domaine de la RRC ainsi que les autorités au niveau des districts – communes et fokontany et les structures locales

- **Pour le volet connaissances, attitudes et pratiques de la communauté**

Afin de définir la méthode d'échantillonnage la plus appropriée pour la réalisation de l'enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques de la communauté, il est impératif de définir la population cible c'est-à dire la population totale pour laquelle on a besoin des informations.

En tenant compte de l'objectif général et des objectifs spécifiques de l'étude, **la population cible de l'enquête sera ici ceux qui sont les plus vulnérables aux catastrophes au niveau des 3 districts et 5 communes d'intervention** du projet et **l'unité d'étude les ménages**.

La méthodologie d'échantillonnage sera effectuée afin de faire en sorte que l'échantillon sera représentatif de la population cible. Les caractéristiques de la population telles que le lieu d'habitation, les croyances, le groupe ethnique, le niveau d'éducation ou classe socio-économique peuvent affecter leurs connaissances, attitudes et comportements vis-à-vis de la réduction des risques de catastrophes. En outre, étant donné que le niveau de vulnérabilité des ménages peut varier en fonction de plusieurs facteurs (capacité à faire face, emplacement géographique…).

La méthode proposée par le consultant ici est **la méthode d'échantillonnage stratifié** qui permet de s'assurer de la présence proportionnelle des différents groupes/sous-groupes composant la population. Cette technique qui permet de diviser la population en un nombre de groupes homogènes (strates) définis selon des variables d'intérêt. Le tirage de l'échantillon sera effectué indépendamment, groupe par groupe, afin de diminuer les fluctuations d'échantillonnage. Lorsqu'une répartition chiffrée des différentes strates est disponible (exacte ou approximative), il est alors possible de tirer un échantillon stratifie proportionnel assurant une meilleure représentativité de la population d'étude.

### *4.2.2.1 Calcul de l'échantillon*

Pour le calcul de la taille de l'échantillon, l'équipe du consultant a tenu compte du :

- **Niveau de précision ou erreur d'échantillonnage** qui estime l'intervalle de confiance dans lequel on va situer la valeur réelle de la population qui est en règle générale estimé à +/- 5% ;
- **Niveau de confiance ou marge d'erreur** qui permet d'indiquer le pourcentage de chances que l'échantillon sélectionné a d'être représentatif de la population étudiée qui ici sera de 95%.
- **Degré de variabilité** qui détermine la ressemblance (degré d'homogénéité) des individus de la population selon leurs caractéristiques communes. Moins les individus d'une population se ressemblent, plus l'échantillon doit être grand pour atteindre un même degré de précision.
- **Echantillon complémentaire** pour pallier aux phénomènes de réponses erronées et de non-réponse qui est en pratique l'ajout de 10% de l'échantillon initial si l'enquête se base sur des réponses déclaratives.

Pour cette enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des communautés des 17 communes d'intervention du projet, la formule utilisée pour le calcul de la taille de l'échantillon sera la formule pour les proportions qui est la suivante :

$$n = (t^2 \times p \times q) / e^2 = (t^2 \times p \times (1-p)) / e^2$$

**e :** niveau de précision
**p :** degré de variabilité (taux de prévalence estimative)
**t :** valeur type associée au niveau de confiance requis (95% - 1,96)

### *4.2.2.3 Plan d'échantillonnage*

Afin d'avoir un échantillonnage à la fois précis et répondant à l'objectif de l'évaluation, l'équipe du consultant a pris comme base de sondage les ménages à faible revenu vivant dans les

zones les plus à risques d'inondation des 5 communes d'intervention du projet. Les strates prises en compte lors de cette enquête KAP étaient les suivantes :

- Ménages à faible revenu dirigés par des femmes ayant des enfants de moins de 5 ans ;
- Ménages à faible revenu constitués de plus de 8 personnes ;
- Ménages à faible revenu composés de personnes âgées ;
- Ménages à faible revenu composés de personnes handicapées.

Pour obtenir la taille de chaque strate pour les communes d'intervention du projet l'équipe du consultant s'est basé sur les chiffres de l'enquête périodique auprès des ménages ainsi que d'autres enquêtes effectuées au niveau de la zone d'intervention.

Une fois le nombre et le poids des strates définis, le plan d'échantillonnage qui contient les informations suivantes a été établi :

**NumStrate :** Numéro de la strate. Il permettra de retrouver un individu (ou un foyer) selon les caractéristiques d'échantillonnage retenues.
**LibStrate :** libelle de la strate associée.
**Nb Mén :** nombre ménages faisant partie de la strate parmi la totalité des ménages ayant les caractéristiques de la strate associée.
**Poids Strate :** représentativité en terme de nombre de ménage de la strate dans la population totale (rapport de l'effectif de la strate sur l'effectif total)
**Nb Echant :** nombre d'individus à tirer dans chaque strate pour faire partie de l'échantillon.

| Num strate | Lib strate | Nb Mén. | Poids Strate | Nb Echant |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Ménages à faible revenu dirigés par des femmes ayant des enfants de moins de 5 ans | 1 435 | 12% | 66 |
| 2 | Ménages à faible revenu constitués de plus de 8 personnes | 2 033 | 17% | 94 |
| 3 | Ménages à faible revenu composés de personnes âgées. | 837 | 7% | 39 |
| 4 | Ménages à faible revenu composés de personnes handicapées. | 1 017 | 8,5% | 47 |
| | | | | **245** |

Ce plan d'échantillonnage a permis à l'équipe d'évaluation de déterminer le nombre d'échantillon par commune résumé dans le tableau suivant :

| Commune | Fokontany | Ménages | Strate 1 | Strate 2 | Strate 3 | Strate 4 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CU Mahajanga | Ambalavola | 3 792 | 14 | 19 | 8 | 10 | **51** |
| | Fiofio | 2 092 | 8 | 11 | 4 | 5 | **28** |
| | Tsararano A/kely | 2 200 | 8 | 11 | 5 | 6 | **29** |
| **Sous-total CU Mahajanga** | | **8 084** | **29** | **41** | **17** | **21** | **108** |
| CR Boanamary | Ambatomalama | 144 | 2 | 2 | 1 | 1 | **6** |
| | Boanamary | 285 | 3 | 5 | 2 | 2 | **13** |
| | Tsararivotra | 156 | 2 | 3 | 1 | 1 | **7** |
| **Sous-total CR Boanamary** | | **585** | **7** | **10** | **4** | **5** | **26** |
| **CR Bemaharivo** | Andrafiamadinika | 219 | 3 | 4 | 2 | 2 | **10** |
| | Bemahogo | 157 | 2 | 3 | 1 | 1 | **7** |
| | Bemaharivo centre | 677 | 8 | 12 | 5 | 6 | **30** |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Sous-total CR Bemaharivo** | | **1 054** | **13** | **18** | **7** | **9** | **47** |
| **CR Marovoay Banlieue** | Lankovola | 264 | 3 | 4 | 2 | 2 | **12** |
| | Mahatsinjo | 182 | 2 | 3 | 1 | 2 | **8** |
| | Miadana | 298 | 4 | 5 | 2 | 3 | **13** |
| **Sous-total CR Marovoay Ban.** | | **745** | **9** | **13** | **5** | **6** | **33** |
| **CR Manaratsandry** | Ambaratafaly | 214 | 3 | 4 | 1 | 2 | **10** |
| | Ambodimanga | 1 137 | 4 | 6 | 2 | 3 | **15** |
| | Trangabitika | 142 | 2 | 2 | 1 | 1 | **6** |
| **Sous-total CR Manaratsandry** | | **1 493** | **8** | **12** | **5** | **6** | **31** |
| **Total** | | **11 962** | **66** | **94** | **39** | **47** | **245** |

### 4.2.3 Concepts clés

Afin que l'étude soit plus compréhensible, il est nécessaire de définir certains concepts :

- **La connaissance :** c'est un ensemble de techniques permettant de dégager des généralités de grands ensembles de données, c'est-à-dire de décrire de manière utile et compréhensible les régularités émergeant de ces données. La connaissance se définit aussi comme étant une notion qui implique diversité et multiplicité, et qui donne lieu à des différences et à des similitudes dans divers types du savoir
- **L'attitude :** c'est l'opinion adoptée par une personne ou par un groupe qui détermine une façon d'agir.
- **La pratique :** s'attache aux faits, à l'action. La pratique est aussi considérée comme une mise en application d'une activité, ou d'une théorie.

## 2.3 Cadre légal et institutionnel

### 2.3.1 Stratégie Nationale de Gestion des Risques des Catastrophes

Depuis 2003, Madagascar possède une politique nationale de gestion des risques et des catastrophes suivant la loi 2003 -010 du 05 septembre 2003. A cet effet, une stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes a été conçue afin de définir les modalités d'application de cette politique nationale sur le territoire Malgache.

A ce propos, comme depuis 2015, la référence incontournable en matière d'élaboration de politique et de stratégie de Gestion et Réduction des Risques de Catastrophes est le Cadre de Sendai, Madagascar s'est aligné aux nouvelles orientations mondiales définies dans ce cadre international, lors de l'actualisation de sa politique et stratégie national. En effet, les textes législatifs et réglementaires liés à la GRC/RRC ont eu besoin d'une mise à niveau pour mieux répondre aux besoins de la population malagasy face à l'émergence de nouveaux risques et de l'évolution de l'approche internationale en la matière. Aussi, désormais, c'est la loi N°2015-031, promulguée le 12 février 2016 qui définit et précise la politique Nationale de GRC. Quant à la présente Stratégie Nationale de GRC (SNGRC), elle vient à point nommé combler le vide en matière d'instrument de GRC/RRC car le document de référence utilisé dans ce domaine jusqu'à ce jour. Elle s'aligne sur les dispositions des nouveaux cadres de référence internationale en GRC/RRC que sont le Cadre de Sendai, et la stratégie africaine de RRC.

Suivant le décret N°2006 – 904 fixant l'organisation, le fonctionnement et les attributions du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) il est institué au BNGRC d'assurer la coordination des actions d'urgences et de la gestion des catastrophes au niveau national.

Suivant la loi N° 2003-010 du 05 septembre 2003 relative à la politique nationale de gestion des risques et des catastrophes, chapitre III – section 1, « à chaque niveau d'intervention, la

gestion des risques et des catastrophes repose sur des structures privilégiant les méthodes d'approche participative dans leur organisation et leur fonctionnement … »,

Conformément aux dispositifs de l'article 10 du décret N° 2005-866 du 20 décembre 2005 fixant les modalités d'application de la loi N°2003-010 du 05 septembre 2003 relative à la politique nationale de gestion des risques et des catastrophes, il est créé auprès de chaque niveau, des structures territoriales d'intervention en matière de GRC.

Le schéma ci-après illustre le cadre institutionnel en matière de GRC à Madagascar.

Selon l'article 136 de la constitution, les collectivités territoriales décentralisées assurent avec le concours de l'Etat la sécurité publique, la défense civile, l'administration et l'aménagement du territoire, le développement économique et l'amélioration de cadre de vie.

Selon l'article 15 de la loi n°94-007 relative aux pouvoirs, compétences et ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées : les domaines de compétence de la commune ont trait notamment à la mise en œuvre, à son échelon, d'actions et mesures appropriées contre les calamités naturelles.

### 2.3.2 Comités de Gestion des Risques des Catastrophes

#### 2.3.2.1. Réglementation

Pour accomplir ces mandats au niveau de la commune, le décret n°2005-866 du 20 décembre 2005 portant application de la loi n°2003-010 du 05 septembre 2003 fixant la politique nationale sur la gestion de risques et catastrophes, autorise la création d'un comité local de GRC présidé par le Maire. Ce comité a comme membre :

- Le Président du Conseil municipal ou communal ;
- Les Chefs d'Arrondissement ;
- Les Chefs des services déconcentrés implantés dans la circonscription ;
- Le Chef de Fokontany du chef-lieu de Commune ;
- Les notables ;
- Les représentants des Organisations non gouvernementales de la localité ;
- Les représentants des Organismes de la Société Civile de la localité.

Dans son article 14 du même décret, les autorités administratives territorialement compétentes au niveau des Provinces, des Régions, des Districts et des Communes fixent par arrêté les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ces Comités GRC en tenant compte de l'existence en leur sein d'une instance de conception et de supervision d'une part et d'une instance de gestion et d'appui aux actions d'autre part.

A cet effet, au niveau des communes, les Maires doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour maîtriser les crises et accidents. Pour les communes, divers outils et moyens d'action et d'organisation peuvent être déployés afin de mettre en place des mesures de préparation, de secours et de relèvement adaptés. Le CCGRC a pour attributions :

- Etablissement et mise en œuvre du plan de GRC de la commune ;
- Assure la communication entre la commune – district et région ;
- Assure les activités de IEC/CCC au niveau de la population ;
- Responsable de l'acheminement et de la distribution des aides au niveau des fokontany et des populations sinistrées.

Au niveau déconcentré, chaque fokontany doit posséder un Comité Local de Secours présidé par le chef de fokontany. Les membres sont composés de :

- Représentants du comité du ressort territorial ;
- Notables de la localité ;
- Animateurs en matière de mobilisation sociale ;
- Représentants de la population concernée ;
- Représentants des ONG œuvrant dans la localité ;
- Représentants des organismes de société civile dans la localité.

La nomination des membres du comité local de secours est constatée par un arrêté communal. Les CLS ont pour attribution :

- L'établissement et mise en œuvre du plan de GRC au niveau des fokontany ;
- La sensibilisation de la population en matière de RRC ;
- Acquisition et distribution des aides aux sinistrés ;
- Rapportage des données à tous les niveaux.

Suivant la stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes à Madagascar, chaque niveau institutionnel doit avoir des outils pour réduire les risques et répondre aux situations d'urgences. Au niveau de la commune, le Plan de contingence est l'un de ces outils. Chaque année, avant la saison cyclonique, ce plan de contingence est mis à jour. Ce plan contient :

- **Cadre global** : qui donne une analyse du contexte et des risques
- **Cadre administratif** : qui décrit le cadre réglementaire de la GRC à Madagascar, les objectifs du plan et les mécanismes de coordination institutionnelle
- **Cadre opérationnel** : qui détaille le fonctionnement du plan.

### 2.3.3 Plan de Contingence

Selon la loi n°2003-10 du 05 septembre 2003 relative à la Politique Nationale sur le Gestion de Risques et Catastrophes, dans son article 3, la situation de catastrophes est déclarée par le Sous-Préfet sous rapport du Maire ou du Délégué d'Arrondissement Administratif en fonction des capacités de réaction des communautés, de l'ampleur des dommages et le cas échéant, de l'étendue des zones affectées.

Les étapes de déclenchement du plan varient selon les types de catastrophes, mais les principes restent les mêmes et sont les suivants :

- Chaque acteur responsable de la collecte et du traitement des données fournit l'information concernant la valeur de l'indicateur au système d'alerte en place, qui le transmet au service du district ;

- Selon le niveau de gravité ou de l'imminence de l'évènement, le responsable de l'opération au sein du district décide de diffuser ou non l'alerte à tous les acteurs concernés.
- Si l'évènement constitue une vraie menace pour la communauté, le district à travers son responsable des Opérations peut déclarer l'état d'alerte et convoque une réunion d'urgence de la plate-forme urgence pour présenter la situation. Ceci est valable à la fois pour une crise prévisible que pour une crise soudaine.
- La plate-forme Urgence recommande le chef de district sur la nécessité d'une déclaration officielle d'une situation d'urgence.
- Le chef de district fait la déclaration officielle de la crise.
- Selon le niveau de l'urgence, le plan de contingence est activé partiellement ou totalement. Une activation partielle signifie une activation du nombre de secteur limité et une activation totale signifie l'activation intégrale de tous les secteurs.
- Les secteurs concernés activent en même temps leurs plans sectoriels en mettant en œuvre les activités prévues dans leurs plans respectifs.
- Si le district trouve que sa capacité est dépassée, il peut sollicite l'intervention de la région Atsinanana à travers le Comité régional de GRC Atsinanana, qui à son tour peut faire appel au Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC).
- Si la situation prend une dimension nationale et nécessite une mobilisation globale des acteurs nationaux ou internationaux, la déclaration d'une situation de catastrophe nationale est faite par le BNGRC.

Au niveau des fokontany, un plan de préparation aux urgences devrait être élaboré pour définir les actions de préparation et de réponse en cas d'urgence au niveau de la population.

### 2.3.4 Système d'alerte précoce

De 2003 à 2012, le système d'alerte aux aléas utilisé à Madagascar a été basé sur la diffusion d'avis à quatre niveaux relayé par la direction générale de la météorologie entre autre :

- Avis d'avertissement : si l'aléa est encore loin mais peut constituer déjà une menace pour la localité concernée ;
- Avis de de menace : si l'aléa constitue une menace probable pour la localité concernée ;
- Avis de dangers imminent : si le danger est très proche pour la localité concernée
- Avis de levée des dangers : si l'aléa est passé et qu'il ne constitue plus de dangers pour la localité concernée.

A partir de 2013, le système est passé à un système combinant à la fois l'ancien système de diffusion d'avis et un codage couleur :

- Avis d'avertissement ou alerte verte : si l'aléa est encore loin mais peut constituer déjà une menace pour la localité concernée ;
- Avis de de menace ou alerte jaune : si l'aléa constitue une menace probable pour la localité concernée ;
- Avis de dangers imminent ou alerte rouge : si le danger est très proche pour la localité concernée
- Vigilance ou alerte bleu : si l'aléa est passé et que son résidu peut encore constituer une menace pour la localité concernée.

## III. Résultats et analyse des données de l'enquête

### 3.1 Volet institutionnelle

### 3.1.1 Comités de GRC

- **Comité Régional de GRC (CRGRC)**

La région Boeny possède sa structure de GRC régionale qui est confirmée par la présence de d'un point focal du BNGRC au niveau de la région Boeny. Selon les investigations, le noyau du comité régional a été mis en place par le BNGRC à la suite du passage du cyclone Hellen en avril 2014 où des actions d'appui et de renforcement du centre opérationnel de la région a été soutenu par le BNGRC et les acteurs humanitaires. A partir de 2015, des actions d'appui et de renforcement de la structure ont été constatées notamment par la mise à jour du Plan de Contingence Régional de la région Boeny dont la dernière date de mise à jour était pour la saison cyclonique 2018-2019.

- **Comité de District de GRC (CDGRC)**

Suivant les investigations sur le terrain, tout comme le CRGRC, les trois districts d'intervention du projet possèdent de comité de GRC au niveau du District (CDGRC). Pour le district de Mahajanga II, la structure est présente et a pu être actif dans des actions de préparation notamment durant le mise à jour du PCR[8] de la région Boeny. Pour le district de Mahajanga II et de Marovoay, le noyau du comité est en place c'est-à-dire, le comité existe mais pratiquement non opérationnel par manque d'appui technique (renforcement de capacité, équipement …). En effet, le CDGRC a pour mission d'appliquer la Stratégie nationale de GRC au niveau du district à travers les structures opérationnelles de GRC au niveau des communes et fokontany. Or, plusieurs structures ne sont pas encore en place au niveau des communes et fokontany.

Aucun des 3 districts ne dispose de plan de contingence multi risques. Ceci a un impact par rapport au niveau d'engagement des structures dans la préparation – mitigation/prévention et réponse aux catastrophes. Par contre, le district de Mahajanga I est le mieux placé des 3 en termes de mise en application de la stratégie de GRC au niveau opérationnel par la présence de la branche régionale du BNGRC dans cette zone. Les structures ne sont pas organisées pour faire face à d'éventuels aléas. Aucune réunion de préparation ou de coordination n'est prévue pour la saison cyclonique 2018-2019.

Par rapport aux autres zones à haut risques de cyclones et d'inondations de Madagascar, la région Boeny est la zone où il y a le moins d'intervenant en catastrophes présentes dans la zone. Ceci a un impact sur le niveau de préparation et l'opérationnalisation de ces structures de GRC.

Les éléments ci-après devraient être pris en compte dans le cadre du projet pour l'efficacité des interventions en matière d'opérationnalisation des CDGRC :

- Renforcement de capacité sur le cadre institutionnel sur la GRC/RRC surtout par rapport à la nouvelle PNGRC[9] et SNGRC[10]
- Mise à jour du plan de contingence au niveau des districts
- Mise en place et opérationnalisation des centres opérationnels de gestion des catastrophes au niveau des districts.

- **Comité Communal de GRC (CCGRC)**

Suivant toujours les investigations sur terrain, les communes bénéficiaires de l'action ne possèdent pas de CCGRC. Le noyau du comité a existé dans certaines communes mais par manque d'appui technique (renforcement de capacité et dotation en matériel …) les membres n'ont pas été motivés à poursuivre conduisant à la disparition des structures.

[8] Plan de Contingence Régionale
[9] Politique Nationale de Gestion des Risques de Catastrophes
[10] Stratégie Nationale de Gestion des Risques de Catastrophes

Comme pour le CDGRC, le projet devrait prendre en compte les éléments suivant pour l'efficacité des interventions en GRC/RRC au niveau des communes :

- Renforcement de capacité des membres des structures sur le cadre institutionnel sur la GRC/RRC ;
- Rendre disponible à leur niveau en version Malagasy les documents sur la politique et la stratégie nationale de GRC ;
- Renforcement de capacité des membres sur leur rôle et responsabilité pour assurer leur appropriation et leur intégration dans le cycle complet de GRC ;
- Elaborer les plans de contingence communale et assurer leur renforcement de capacité en matière d'enclenchement et opérationnalisation des plans de contingence.

- **Equipe locale de Secours**

La totalité des fokontany dans les trois districts bénéficiaires du projet ne possèdent pas d'ELS[11] opérationnel.

Selon les résultats des interviews effectués auprès des autorités, peu d'action de sensibilisation ou de d'information n'a été faite jusqu'à présent pour la constitution de ces ELS. A ceci s'ajoute, le manque de moyen financiers et matériels des CDGRC et CCGRC pour assurer leur appui et accompagnement. D'ailleurs, 48% des ménages interviewées ont déclaré ne pas connaitre les membres des ELS ni l'existence de la structure même a sein de leur localité. Et sur les personnes ayant répondu avoir connu l'existence des ELS, les 44% ont répondu ne pas connaitre les rôles et les responsabilités des ELS.

Le projet devrait considérer les éléments suivant dans la constitution et l'accompagnement des ELS pour assurer leur efficacité :

- Organiser des séances d'informations au niveau des communautés sur la structure - les rôles et responsabilité des membres ;
- Mettre en place un mécanisme pour s'assurer de l'intégration des groupes et sous-groupes des personnes vulnérables dans les membres pour assurer leur intégration et considération dans le mécanisme de prise de décision communautaire de réduction des risques ;
- Doter les ELS en équipement et fournitures pour leur opérationnalisation sur le terrain.

### 3.1.2 Plan de préparation et de réponse

La région Boeny possède un plan de contingence multirisque mise à jour pour la saison cyclonique 2018-2019 pour préparer les autorités et la communauté aux risques de catastrophe de tous genre.

Au niveau des 3 districts d'intervention, il n'y a pas de plan de contingence mis à jour. Seul le district de Mahajanga II en possédait après le passage du cyclone Hellen, mais celui-ci n'a pas été mise à jour depuis par manque de moyen et d'appui de la part des intervenants en RRC.

Les communes et les fokontany d'intervention du projet ne possèdent pas non plus de Plan de RRC ni de matrice de réaction rapide.

Les investigations ont montré la situation suivante à prendre en considération par le projet pour assurer l'effectivité et l'efficacité des plans :

- Absence de base de données sur la vulnérabilité et les risques pour la zone ;
- Absence de plan d'évacuation en cas de catastrophe pour le plan de contingence régional. A considérer aussi dans l'élaboration des plans de contingence au niveau district, commune et fokontany ;
- Absence de coordination à tous les niveaux dans la préparation et la gestion des risques pour activer les responsabilités de chacun ;
- Manque de coordination sur la mobilisation des capacités dans l'humanitaire dans la zone ;

[11] Equipe Locale de Secours

- Mécanisme institutionnel d'alerte précoce au niveau du district et commune à mettre en place et à tester par l'intermédiaire d'exercices de simulation.
- Circuit des informations en cas de catastrophe à clarifier pour les acteurs (qui fait quoi et rapporte à qui ? et à quel moment ?) ;

### 3.1.3 Système d'Alerte Précoce

Depuis 2013, Madagascar s'est orienté vers un système à codage couleur pour les alertes aux aléas. Ce système de codage couleur est très complexe et difficile à utiliser en cas de risque multiple. En effet, en cas de cyclone, le fait de hisser les drapeaux de couleur différente correspondant à chaque phase d'alerte est très facile à décrypter pour la population. Mais dès qu'on parle de plusieurs aléas en même temps ou autre aléa que le cyclone, ce système reste problématique.

- ***Insuffisance de sensibilisation sur le système de codage couleur***

Les sensibilisations et renforcement de capacité de la population sur le système d'alerte précoce est insuffisants dans la mesure où la population ne maitrise pas encore la signification des codes couleurs. Selon les autorités, aucune action sur la sensibilisation de la population sur le système n'a été fait jusqu'à présent par manque de moyen humain et financier. L'inexistence des structures de GRC au niveau des fokontany est une des principales. Si ces structures sont opérationnelles, les sensibilisations seront aussi effectives.

- ***Codage couleur inapproprié pour plusieurs aléas qui se produit en même temps***

En cas de cyclone et d'inondation, le fait de déployer deux drapeaux (un pour l'alerte au cyclone et l'autre pour l'inondation) dans une même localité est très difficilement compréhensible pour la population d'autant plus qu'il n'y pas de mécanisme pour différencier les drapeaux pour chaque aléa. Il se peut aussi que les couleurs ne soient pas les même pour chaque aléa. De là, le système porte à confusion au niveau de la population entrainant l'inefficacité dans la diffusion des alertes et le retard dans la prise de décision.

Selon les analyses faites au niveau des communautés et des autorités, généralement en cas de cyclone qui est suivi de cru intense, le drapeau utilisé reste toujours le drapeau d'alerte au cyclone. D'ailleurs, il n'y a pas de drapeau spécialement conçu pour l'inondation. De ce faite, la communauté n'a pas d'information sur la situation des inondations. D'ailleurs, il est difficile de prévoir les inondations et par conséquent, il est difficile de déclarer une alerte verte tout en sachant que le niveau d'eau sera imprévisible au risque d'alarmer et de créer inutilement la panique au niveau de la population.

Par rapport aux populations les plus vulnérables, le système d'alerte à codage couleur est aussi inapproprié pour eux, spécialement pour :

- Les personnes à mobilité réduites (personnes avec handicap physique, personnes âgées ;
- Les personnes mal voyant ;

Ces personnes peuvent ne pas voir la couleur des drapeaux ainsi que leur évolution suivant le type d'alerte. Il se peut aussi que leur localisation soit loin des zones d'implantation des drapeaux et qu'elles ne puissent pas non plus entendre les « dalala » des comités de GRC sur le niveau d'alerte. Cette situation entraine par conséquent une vulnérabilité plus accentué à l'égard de ces groupes.

Pour y remédier, il est préconisé la mise en place d'un système d'alerte à base communautaire intégrant la spécificité des personnes les plus vulnérables entre autre à titre d'exemple :

- La mise en place de personnes spécialement en charge des personnes vulnérables de manière permanent en cas de catastrophe qui vont s'occuper du suivi des alertes et leur transmission au niveau de ces personnes ;
- La mise en place de système de message téléphonique pour les personnes vulnérables qui nécessite la disponibilité de téléphone portable pour ces personnes pour les aviser en cas d'alerte.

- ***Latence dans le déclenchement des alertes***

En cas de catastrophe, les institutions qui sont habilitées à déclarer l'alerte au niveau du district, après réception du bulletin d'alerte venant du BNGRC et du service météo prennent dans la plupart des cas du temps pour lancer l'alerte. Ceci pour valider et confirmer les alertes au niveau du BNGRC avant de lancer l'alerte afin d'éviter les vagues de paniques au niveau de la population en cas de fausse alerte.

Une fois les alertes lancées, il se passe aussi un laps de temps conséquent (voir plusieurs heures) pour envoyer les alertes au niveau des communes c'est-à-dire au niveau des CCGRC. Cette situation entraine un retard dans l'activation de la matrice de réaction rapide à tous les niveaux qui auront des conséquences sur l'ampleur de l'impact du cyclone au niveau de la population et de la communauté.

- ***Contenu des messages d'alerte trop technique***

Une fois l'alerte déclaré et annoncé au niveau des institutions et la population, leurs contenus sont trop techniques difficilement compréhensible et interprétable par les destinataires créant dans la plupart des cas une hésitation ou un retard dans son application. C'est une des raisons pour lesquelles les chefs de district prennent du temps pour déclarer l'alerte. Ils prennent d'abord le temps pour analyser les messages avant d'alerter les maires par peur de créer la panique au niveau de la population.

- ***Inexistence de mécanisme ou de système de suivi des inondations au niveau communautaire***

L'un des cas les plus fréquents au niveau des fokontany, est que même si le niveau des rivières est encore bas, les eaux de ruissèlement dans fokontany et les zones basses peuvent déjà constituer un danger imminent pour la population. En d'autre terme, même si l'alerte aux inondations n'a pas encore été déclarée par le maire, il se peut que dans les fokontany, c'est déjà l'alerte. A ce niveau, il n'existe pas de mécanisme communautaire qui puisse suivre la montée des eaux et d'avertir à temps la population. Ce qui renforce l'ampleur des dégâts au niveau de la population. Compilé avec l'inefficacité du système d'alerte au codage couleur, et l'absence de plan d'évacuation au niveau de certain fokontany, la population n'a d'autre choix que de recourir aux stratégies de survie.

- **Absence d'infrastructures d'accueil des sinistrés au niveau des communes et fokontany**

Même si le système d'alerte est efficace, le manque d'infrastructures pour accueillir les sinistrés ou les personnes vulnérables ne sont pas suffisantes ou sont inexistant au niveau des fokontany. Les salles de classes et les bureaux administratifs qui sont les plus souvent utilisés comme site d'hébergement en cas de catastrophe sont parfois éloignées des villages et leur accès sont parfois difficiles pour les personnes vulnérables.

Tous ces facteurs combinés les uns aux autres n'ont fait qu'aggraver la vulnérabilité de la population et leur incapacité à faire face aux catastrophes naturelles entrainant une aggravation des impacts de celles-ci sur le plan matériel et humain.

## 3.2 Volet enquête CAP

### 3.2.1 Données générales

#### *3.2.1.1 Répartition géographique*

La zone d'intervention étant composée de trois districts, l'échantillonnage a été réalisée en fonction afin d'obtenir une valeur représentative de la population notamment les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, en particulier les cyclones et les inondations.

| District | Ménage | Proportion |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 83 | 34,00% |
| Mahajanga II | 35 | 14,40% |
| Marovoay | 127 | 51,60% |
| **Total** | **245** | **100,00%** |

**Tableau n°1 : Répartition par district**

Les 245 ménages enquêtés sont répartis dans les trois districts d'intervention dont 83 ménages (34%) dans 3 Fokontany de la commune urbaine de Mahajanga, District de Mahajanga I, 35 ménages (14%) dans 3 Fokontany de la commune rurale de Boanamary, District de Mahajanga II et 127 ménages (52%) dans 9 Fokontany des 3 communes du District de Marovoay.

#### *3.2.1.2 Catégorisation des ménages*

Afin de mieux cerner les ménages concernés par l'étude, des questions permettant de catégoriser les chefs de ménages selon leur sexe, leur situation matrimoniale, leurs activités et leur niveau d'éducation ont été posées.

| District | Homme | Femme |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 65% | 35% |
| Mahajanga II | 73% | 27% |
| Marovoay | 77% | 23% |
| **Total** | **72%** | **28%** |

**Tableau 2 : Répartition des chefs de ménages par sexe**

Sur les 245 ménages enquêtés, 28% des chefs de ménages (69 ménages) sont de sexe féminin et 72% de sexe masculin. La proportion de chef de ménage de sexe masculin et de sexe féminin est à peu près similaire pour les districts de Mahajanga II et Marovoay. Pour le District de Mahajanga I, le nombre de chef de ménage de sexe féminin est un peu plus élevé que les deux autres districts.

| Statut matrimonial | Ménage | Proportion |
|---|---|---|
| Célibataire | 14 | 6% |
| Marié(e) | 172 | 70% |
| Divorcé(e) | 48 | 20% |
| Veuf (ve) | 11 | 4% |
| **Total** | **245** | **100%** |

**Tableau n°3 : Répartition des chefs de ménages selon le statut matrimonial**

Parmi les chefs de ménages enquêtés, 6% sont célibataires, 70% sont marié(e)s et 24% sont soit divorcé(e)s soit veuf(ve)s. C'est parmi les ménages monoparentaux dirigés par des

femmes qu'on trouve le nombre de veuve et de divorcée le plus élevé avec 58% (39 ménages). Cette catégorie de ménage fait partie de ceux qui sont les plus vulnérables au niveau de la zone d'intervention étant donné que 71% d'entre eux n'ont comme source de revenu que des petits travails journaliers et des petits commerces.

| District | Non scolarisé | Primaire | Secondaire | Université | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Mahajanga I | 15% | 33% | 35% | 17% | 100% |
| Mahajanga II | 14% | 46% | 50% | 0% | 100% |
| Marovoay | 14% | 47% | 34% | 1% | 100% |
| **Total** | **14%** | **42%** | **37%** | **7%** | **100%** |

**Tableau n°4 : Répartition par niveau d'éducation**

Concernant le niveau d'éducation, 14% des chefs de ménages enquêtés n'ont pas été scolarisé, 42% se sont arrêtés au niveau des études primaires, 37% au niveau secondaire et 7% sont parvenu jusqu'à l'université. Les chefs de ménages qui ont pu avoir accès aux études universitaires presque tous localisés dans le district de Mahajanga I. En outre, il y a plus de femmes chefs de ménage non scolarisés (19%) que d'hommes (13%) au niveau des trois districts étudiés.

| District | Agri. | Elev. | Pécheur | Artisan | Comm. | Autres | Chômeur | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mahajanga I | 0% | 0% | 4% | 25% | 17% | 44% | 10% | 100% |
| Mahajanga II | 27% | 0% | 36% | 5% | 9% | 23% | 0% | 100% |
| Marovoay | 77% | 4% | 1% | 0% | 8% | 10% | 0% | 100% |
| **Total** | **44%** | **2%** | **7%** | **9%** | **11%** | **24%** | **3%** | **100%** |

**Tableau n°5 : Répartition par activité**

Pour ce qui est de l'activité, la majorité des chefs de ménages enquêtés était des agriculteurs (44%), salariés et/ou exerçant des activités informelles (24%). Les chefs de ménages agriculteurs sont surtout localisés dans les districts de Marovoay (77%) qui est un des greniers à riz de Madagascar et Mahajanga II. Dans le district de Mahajanga II, la majorité des ménages enquêtés avaient comme principal activité la pêche. Pour le district de Mahajanga I, la majorité des chefs de ménages sont soit salariés et/ou exerçant des activités informelles (44%), soit artisan (25%) ou commerçant (17%). En outre, 3% des chefs de ménages étaient chômeurs dont parmi eux 12% de femmes chef de ménage.

### 3.2.2 Connaissances

#### *3.2.2.1 Connaissances des aléas*

Les aléas les plus importants identifiés par les ménages enquêtés pouvant provoqués des impacts importants au niveau de leur condition de vie sont respectivement le cyclone et l'inondation. Selon les répondants, leurs communautés sont souvent confrontées à ces deux aléas.

| Catastrophes naturelles | Citation | Proportion |
|---|---|---|
| Cyclone | 218 | 89% |
| Inondation | 225 | 92% |
| Incendie | 29 | 12% |
| Eboulement | 16 | 7% |
| Tremblement de terre | 19 | 8% |
| Autres | 7 | 3% |

**Tableau n°6 : Catastrophes naturelles pouvant provoquer des impacts importants**

Les deux types d'aléas les plus cités par les ménages comme pouvant provoqués des impacts importants sur leur condition de vie sont l'inondation (83%) et le cyclone (92%). Selon la majorité des ménages enquêtés, la dernière fois où ils ont dû faire face à ces deux aléas c'était en 2014 lors du passage du cyclone Helen qui a provoqué des inondations très importantes surtout dans le district de Mahajanga I et Marovoay. En outre, 27% des ménages enquêtés ont cités l'incendie, les éboulements et le tremblement de terre comme étant des aléas qui pourraient avoir des impacts sur leur condition de vie.

| District | Naturelle | Anthropique | Changement climatique | Punition divine | Ne sais pas |
|---|---|---|---|---|---|
| Mahajanga I | 68,25% | 11,50% | 14,40% | 1,90% | 12,50% |
| Mahajanga II | 70,45% | 6,80% | 15,90% | 4,55% | 13,55% |
| Marovoay | 80,40% | 2,55% | 10,15% | 1,90% | 7,55% |
| **Total** | **73,95%** | **6,90%** | **12,95%** | **2,60%** | **10,98%** |

**Tableau n°7 : Origine des cyclones et des inondations**

D'après les résultats ci-dessus, la majorité des communautés de la zone d'étude (74%) savent l'origine des deux aléas qu'ils ont identifiés auparavant. Les réponses les plus citées sont l'origine naturelle des aléas, le lien de ces derniers avec l'action de l'homme et le changement climatique. Néanmoins, les discussions qui ont été initié durant cette enquête ont permis de constater que les connaissances en matière d'aléas sont encore assez limitées d'où la nécessité de renforcer la sensibilisation des communautés. En effet, seulement 8% des ménages enquêtés dont 73% de ménages monoparentaux dirigés par des femmes ont la capacité d'expliquer clairement l'origine des catastrophes naturelles. Le niveau de connaissance des communautés est plus élevé dans le district de Marovoay par rapport aux deux autres districts de Mahajanga I et II.

#### *3.2.2.2 Connaissances sur le concept de Réduction des Risques de Catastrophes*

Pour avoir une idée précise du niveau de connaissance des ménages sur la Réduction des Risques de Catastrophe, une question sur la connaissance du concept de RRC a été posée aux ménages concernés.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 46% | 54% |
| Mahajanga II | 55% | 45% |
| Marovoay | 60% | 40% |
| **TOTAL** | **53%** | **47%** |

**Tableau n° 8 : Connaissances en RRC**

D'après les résultats, 53% des répondants connaissent le concept de Réduction des Risques de Catastrophes. Le nombre de ménages qui ont des connaissances en RRC sont plus élevé dans les districts de Marovoay (60%) et Mahajanga II (55%) par rapport à Mahajanga I (46%).

| District | Média | Sensibilisation | Bouche à oreille | Autres |
|---|---|---|---|---|
| Mahajanga I | 44% | 25% | 31% | 0% |
| Mahajanga II | 75% | 17% | 8% | 0% |
| Marovoay | 37% | 35% | 18% | 10% |
| **Total** | **52%** | **26%** | **19%** | **3%** |

**Tableau n° 9 : Origine des connaissances en RRC**

La majorité des répondants qui ont affirmé connaitre le concept de Réduction des Risques de Catastrophes l'ont entendu à travers les médias (52%) et la sensibilisation (26%) ainsi que par le système de bouche à oreille (19%). Par contre, 3% des ménages ont affirmé que leur connaissance en matière de RRC provienne de leurs propres expériences antérieures.

Parmi les ménages qui connaissent le concept de RRC, 87% ont affirmé que la RRC est utile pour diminuer les impacts des catastrophes naturelles sur les conditions de vie des ménages. En outre, 50% des ménages ont déjà participé à des activités de RRC (sensibilisation de la communauté, réalisation d'activité de préparation, partage d'information, …) dans le but d'accroitre leur niveau de résilience face aux catastrophes naturelles.

| District | Autorités Admin. | Autorités trad. | Comité de GRC | Associations | Autres |
|---|---|---|---|---|---|
| Mahajanga I | 69% | 8% | 15% | 0% | 8% |
| Mahajanga II | 20% | 0% | 0% | 40% | 40% |
| Marovoay | 39% | 4% | 38% | 13% | 8% |
| **Total** | **43%** | **4%** | **18%** | **18%** | **18%** |

**Tableau n° 10 : Sensibilisation en matière de RRC**

Pour les 26% de ménages qui ont déjà assistés à des séances de sensibilisation, 43% ont affirmé que les sensibilisations ont été dispensées par les autorités administratives et 18% par les comités de GRC. Les ménages qui ont déjà bénéficié des séances de sensibilisation en matière de RRC de la part des Comités de GRC (38%) sont surtout localisés dans le district de Marovoay.

#### *3.2.2.3 Connaissances du Bureau national de gestion des Risques de Catastrophes et des Comités de GRC*

Afin de mieux mesurer le niveau des connaissances des ménages du concept de RRC à Madagascar, des questions sur les structures existantes en matière de RRC (BNGRC, Comité local de secours) leur ont été posés.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 44% | 56% |
| Mahajanga II | 59% | 41% |
| Marovoay | 82% | 18% |
| **Total** | **66%** | **34%** |

**Tableau n° 11 : Connaissance du BNGRC**

Selon les résultats de l'enquête, 66% des ménages affirment connaitre l'existence du Bureau National de Gestion des Risques des Catastrophes (BNGRC) dont 82% dans le district de Marovoay, 59% dans le district de Mahajanga II et 44% dans le district de Mahajanga I.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 38% | 62% |
| Mahajanga II | 46% | 55% |
| Marovoay | 72% | 28% |
| **Total** | **52%** | **48%** |

**Tableau n° 12 : Connaissance de l'existence d'Equipe Locale de Secours (ELS)**

Sur les 245 ménages enquêtés, 52% affirment qu'il existe une équipe locale de secours au niveau de leur village dont 72% dans le district de Marovoay, 46% dans le district de Mahajanga II et 38% dans le district de Mahajanga I. Parmi eux 58% connaissent la composition et le rôle des équipes locales de secours.

#### *3.2.2.4 Connaissances sur le plan de préparation aux urgences*

Des questions sur le plan de préparation aux urgences, son utilité et la participation des ménages dans l'élaboration du plan ont aussi été posées afin de mesurer leur niveau de connaissance en RRC.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 21% | 77% |
| Mahajanga II | 18% | 73% |
| Marovoay | 60% | 39% |
| **Total** | **41%** | **57%** |

**Tableau n° 13 : Connaissance de l'existence de plan de préparation aux urgences**

D'après les résultats des enquêtes auprès des ménages, 57% des répondants ont affirmés ne pas être au courant de l'existence d'un plan de préparation aux urgences au niveau de leur fokontany. La majorité des ménages qui connaissent l'existence d'un plan de préparation aux urgences sont localisés dans le district de Marovoay (60%). Parmi eux, 62% ont été consultés pour son élaboration.

#### *3.2.2.5 Connaissances du système d'alerte*

Dans le but d'approfondir les connaissances des ménages sur le concept de la RRC, des questions sur les connaissances en matière de système d'alerte précoce leur a été posée.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 69% | 31% |
| Mahajanga II | 86% | 14% |
| Marovoay | 89% | 11% |
| **Total** | **81%** | **19%** |

**Tableau n° 14 : Connaissance de l'existence d'un système d'alerte**

Selon les résultats de l'enquête, 81% des ménages affirment connaitre l'existence d'un système d'alerte mais qui n'est pas spécifique à un aléa dont 89% dans le district de Marovoay, 86% dans le district de Mahajanga II et 69% dans le district de Mahajanga I. Les systèmes d'alerte les plus cités par les répondants sont les sifflets (34%), les drapeaux (33%) et les annonces au niveau des médias locaux (27%). Pour le sifflet, il est utilisé pour tous les types de catastrophes, mais aussi pour la sécurité des ménages en cas d'agression ou de vol. Concernant l'accessibilité des ménages à ces systèmes, 81% des ménages enquêtés ont affirmé qu'ils y ont accès.

#### *3.2.2.6 Connaissances d'un exercice de simulation*

Des questions sur l'existence d'exercices de simulation, de la participation des ménages à ces exercices et de leurs avis sur l'utilité des exercices de simulation a été posées durant cette enquête.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 8% | 92% |
| Mahajanga II | 59% | 41% |
| Marovoay | 41% | 59% |
| **Total** | **36%** | **64%** |

**Tableau n° 15 : Connaissance de l'existence d'un exercice de simulation**

Sur les 245 ménages enquêtés, 36% ont affirmé avoir eu connaissance de l'existence d'un exercice de simulation dans leur localité dont 59% dans le district de Mahajanga II, 41% dans le district de Marovoay et 8% dans le district de Mahajanga I. Parmi eux, 44% ont déjà participé à au moins un exercice de simulation mené dans leur localité.

#### *3.2.2.7 Connaissances sur la vulnérabilité du ménage*

Une question sur leur niveau de vulnérabilité ainsi que l'origine de cette vulnérabilité a été posée aux ménages durant cette étude. L'objectif de la question est d'estimer le niveau de connaissance des ménages de leur niveau de vulnérabilité par rapport aux catastrophes naturelles.

| District | Très vulnérable | Vulnérable | Pas vulnérable |
|---|---|---|---|
| Mahajanga I | 33% | 67% | 0% |
| Mahajanga II | 33% | 57% | 10% |
| Marovoay | 58% | 33% | 9% |
| **Total** | **42%** | **52%** | **6%** |

**Tableau n° 16 : Connaissances des ménages sur leur vulnérabilité**

Parmi les ménages enquêtés, 94% se considèrent vulnérables dont 42% très vulnérables. Seulement 6% des répondants ne se considèrent pas comme vulnérable. Les ménages qui se considèrent comme vulnérable ont identifié comme origine de leur vulnérabilité le manque d'argent (55%), les lieux où se trouvent leurs habitations (20%), l'utilisation de matériaux de construction non adaptée lors de la construction de leur maison (14%), le fait de ne pas pouvoir suivre les nouvelles (6%) et l'inexistence de sensibilisation au niveau de la communauté (3%). En outre, 24% des répondants ne savent pas les causes de leur vulnérabilité. D'après 89% des ménages enquêtés, cette vulnérabilité se reflète par la perte de vie ou les blessures qu'ils ont subies lors de la dernière catastrophe naturelle, mais aussi par la perte et/ou la destruction de leurs biens.

Selon les enquêtés, les enfants et les personnes âgées (69%) sont les plus vulnérables en cas de catastrophe naturelle, suivi des jeunes filles et des femmes (17%).

### 3.2.3 Attitudes

Comme mentionné plus haut, l'attitude c'est l'opinion adoptée par une personne ou par un groupe et qui détermine leur façon d'agir. Afin de mieux cerner la façon d'agir des communautés de la zone d'étude, des questions ont été posées sur leurs attitudes face aux urgences et au concept de Réduction des Risques de Catastrophes.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 98% | 2% |
| Mahajanga II | 86% | 14% |
| Marovoay | 84% | 16% |
| **Total** | **89%** | **11%** |

**Tableau n° 17 : Préparation pour la prochaine saison**

Pour la prochaine saison cyclonique 89% des ménages enquêtés ont affirmé vouloir se préparer à l'avance. Selon les résultats des enquêtes les principaux mesures que ces ménages vont prendre seront :

- Ecouter souvent les nouvelles et mettre les biens en sécurité (72%) ;
- Renforcer les maisons (38%) ;
- Stocker de la nourriture et de l'eau (68%) ;
- Quitter les lieux d'habitations (17%).

Pour cette question sur la préparation individuelle, les ménages ont pu émettre plusieurs réponses à la fois.

Au niveau des fokontany, une question sur les mesures à prendre en vue de la préparation de la communauté a été posée à chaque ménage concernée par l'enquête.

| Au niveau du village, ce qu'il faut faire | Proportion |
|---|---|
| Mettre en place des CLS | 32% |
| Elaboration plan de préparation | 19% |
| Conduite exercice de simulation | 18% |
| Mise en place d'un SAP | 10% |
| Construction infrastructure de préparation | 17% |
| Autres | 5% |

**Tableau n° 18 : Préparation au niveau des fokontany**

Concernant l'attitude à prendre au niveau des fokontany en vue de bien se préparer en cas de catastrophe naturelle, les ménages interviewés ont mentionné plusieurs mesures, mais les mesures les plus citées sont la mise en place de comité local de secours (32%), l'élaboration de plan de préparation (19%), la conduite d'exercice de simulation (18%), la construction d'infrastructure de préparation (17%) et la mise en place d'un système d'alerte (10%).

| Présence femme dans les comités | Proportion |
|---|---|
| Pas nécessaire | 17% |
| Nécessaire | 31% |
| Important | 52% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 19 : Présence des femmes dans les comités**

Dans le cadre de la composition des comités locaux de secours et sur la question de l'intégration des femmes dans les comités, 52% des ménages estiment que c'est important, 31% estiment que c'est nécessaire et 17% estiment que ce n'est pas nécessaire. La majorité des répondants ont estimés que la présence des femmes dans les comités permettrait d'avoir plus de profondeur lors des discussions au sein des comités étant donné que les femmes connaissent plus les ménages et ont beaucoup plus d'idées que les hommes.

| Présence jeune dans les comités | Proportion |
|---|---|
| Pas nécessaire | 7% |
| Nécessaire | 23% |
| Important | 70% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 20 : Présence des jeunes dans les comités**

Toujours dans le cadre de la composition des comités locaux de secours et sur la question de l'intégration des jeunes dans les comités, 70% des ménages estiment que c'est important, 23% estiment que c'est nécessaire et 7% estiment que ce n'est pas nécessaire. Selon une grande partie des ménages enquêtés, la présence de représentant des jeunes dans les comités locaux de secours apporterait de nouvelles visions, de l'innovation ainsi que du dynamisme au sein des comités.

| Présence personnes âgées et personnes en situation d'handicap | Proportion |
|---|---|
| Pas nécessaire | 34% |
| Nécessaire | 31% |
| Important | 35% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 21 : Présence des personnes âgées et personnes en situation d'handicap dans les comités**

A la question de savoir si c'est nécessaire d'intégrer des représentants des personnes âgées et des personnes en situation d'handicap dans les comités locaux de secours, seulement 35% des ménages enquêtées estiment que c'est important, 31% estiment que c'est nécessaire et 34% estiment que ce n'est pas du tout nécessaire. Concernant la présence de représentant des personnes âgées et des personnes en situation d'handicap, les 66% de ménages qui estiment que leur présence est nécessaire ont mentionné que leur intégration au sein des comités locaux de secours permettra de prendre en compte leurs avis et leurs idées et permettrait d'améliorer le niveau de préparation de toute l'ensemble de la communauté.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 85% | 15% |
| Mahajanga II | 95% | 5% |
| Marovoay | 85% | 15% |
| **Total** | **88%** | **12%** |

**Tableau n° 22 : Participation à l'élaboration des plans de préparation aux urgences**

A la question de savoir si les ménages sont favorables et veulent participer à l'élaboration d'un plan de préparation au niveau des fokontany pour faire face aux inondations s'ils sont conviés à y participer, 88% des ménages enquêtés dont 95% dans le district de Mahajanga II, 85% dans les districts de Mahajanga I et Marovoay, sont prêts à y participer en donnant leurs avis et en fournissant les informations nécessaires à l'élaboration du plan. Ceci est dû au fait que la plupart des ménages sont convaincus de l'utilité du plan de préparation aux urgences, mais aussi que c'est à la fois un devoir et pour le bien de la communauté.

Pour les 12% de ménages qui ne veulent pas y participer, ils ont évoqué comme raisons le manque de sensibilisation sur ce qu'il faut faire, mais aussi et surtout le manque de temps car ils sont trop occupés à chercher de l'argent pour subvenir aux besoins des ménages.

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 94% | 6% |
| Mahajanga II | 100% | 0% |

| | | |
|---|---|---|
| Marovoay | 94% | 7% |
| **Total** | **96%** | **4%** |

**Tableau n° 21 : Participation à des exercices de simulation**

Comme pour la participation à l'élaboration des plans de préparation aux urgences, 96% des ménages enquêtés dont 98% dans le district de Vatomandry, 86% dans le district de Brickaville et 84% dans le district de Mahanoro, se disent prêts à participer activement à des exercices de simulation si ces exercices sont organisés. Les 4% des ménages qui disent ne pas vouloir y participer ont pour arguments le manque de temps pour y participer.

### 3.2.4 Pratiques

Plusieurs questions sur le vécu des ménages lors de la dernière catastrophe naturelle ont été posées afin de déterminer les pratiques de ces derniers avant et pendant la période critique de passage d'un aléa. Afin d'obtenir des informations précises, les pratiques des ménages sur les deux principales catastrophes naturelles identifiées ont été recueillies séparément.

- **Pratiques face aux cyclones**

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 78% | 22% |
| Mahajanga II | 86% | 14% |
| Marovoay | 57% | 43% |
| **Total** | **74%** | **26%** |

**Tableau n° 22 : Prise de mesure lors du dernier cyclone**

A la question de savoir si les ménages ont pris des mesures lors du passage du dernier cyclone, 74% des ménages ont affirmé avoir pris des mesures pour y faire face. Parmi ces ménages, 48% se sont attelés au renforcement de leur maison, 35% ont mis en sécurité leurs biens tout en écoutant souvent les nouvelles au niveau des médias et 17% ont stockés de la nourriture, de l'eau et des produits de première nécessité pour faire face au cyclone.

| Moment de la réception de l'alerte cyclone | Proportion |
|---|---|
| Une semaine à l'avance | 49% |
| Trois jour à l'avance | 25% |
| Une journée à l'avance | 7% |
| Le jour même | 10% |
| N'a pas reçu d'alerte | 9% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 23 : Réception de l'alerte sur la survenue du cyclone**

Concernant la réception des alertes sur la survenue du cyclone, 74% des ménages l'ont reçu au moins trois jours avant l'inondation, 17% n'ont reçu l'alerte qu'une journée à l'avance ou le jour même et seulement 9% n'ont pas du tout reçu d'alerte.

| Moment de la réception de l'avis d'évacuation | Proportion |
|---|---|
| Une semaine à l'avance | 42% |
| Trois jour à l'avance | 17% |
| Une journée à l'avance | 11% |
| Le jour même | 13% |
| N'a pas reçu d'alerte | 17% |

| | |
|---|---|
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 24 : Réception d'alerte pour l'évacuation**

Pour ce qui est de la réception des alertes pour l'évacuation des zones d'habitation, seulement 59% des ménages les ont reçus au moins trois jours avant l'évacuation, 23% ont reçu les alertes une journée à l'avance ou le jour même de l'évacuation et 17% des ménages n'ont pas entendu d'alerte pour l'évacuation des zones d'habitation. Par contre, tous les ménages enquêtés ont affirmés qu'il n'y avait aucune organisation pour l'évacuation des personnes de leur lieu d'habitation vers les sites d'hébergement, mais que chacun (même les personnes âgées et les personnes en situation d'handicap) devait se débrouiller par ses propres moyens.

| Lors du dernier cyclone, où étiez-vous ? | Proportion |
|---|---|
| Rester à la maison | 68% |
| Se déplacer | 32% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 25 : Evacuation des lieux d'habitation**

Après avoir reçu les alertes les informant d'évacuer les lieux d'habitation, 68% des ménages se sont déplacés pour quitter leur maison, 32% sont restés chez eux. Parmi les ménages qui ont quitté leur lieu d'habitation 57% se sont déplacés au niveau des écoles, 19% vers des églises et des bâtiments administratifs, 6% vers les centres d'hébergements et 19% vers des parents ou amis.

| Si rester à la maison, pourquoi ? | Proportion |
|---|---|
| Sécurité de la maison et des biens | 33% |
| Sites d'hébergement qui ne convient pas | 14% |
| Aucune famille ou amis où aller | 18% |
| Autres | 35% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 26 : Raisons pour lesquelles les ménages sont restées chez eux**

Les 68% des ménages qui sont restés sur leur lieu d'habitation l'on fait pour plusieurs raisons. Pour 33% d'entre eux, la principale raison est la sécurité de leurs biens. Selon ces ménages, quitter leur lieu d'habitation laisserait le champ libre aux voleurs. D'ailleurs, selon toujours ces ménages, aucune organisation n'a été faite au niveau des fokontany pour la sécurisation des biens des personnes déplacées. Une frange des ménages enquêtés (32%) ont affirmés que les sites d'hébergement (lieu et organisation) ne leur convenait pas ou qu'ils n'avaient pas de parents ou amis qui auraient pu les héberger. Pour les 35% des ménages restants, ils sont restés à la maison parce que les maisons étaient bien construites et renforcés après la réception des avis d'alerte et qu'ils se croyait plus en sécurité en restant chez eux qu'en partant.

| Si resté à la maison | Proportion |
|---|---|
| Rien | 38% |
| Sécuriser les biens | 29% |
| Sécuriser les semences et les récoltes | 18% |
| Sécuriser les animaux domestiques | 13% |
| Autres | 3% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 27 : Mesures prises par les ménages qui sont restés chez eux**

Pour les ménages qui sont restés chez eux, 62% ont quand même pris des mesures dont la sécurisation des biens (29%), la sécurisation des récoltes et des semences (18%), la sécurisation des animaux domestiques (13%). Par contre, 38% d'entre eux n'ont pris aucune mesure et 3% ont pris d'autres mesures telles que l'envoi des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes en situation d'handicap dans des endroits sécurisés durant les périodes très critiques.

- **Pratiques face aux inondations**

| District | Oui | Non |
|---|---|---|
| Mahajanga I | 59% | 41% |
| Mahajanga II | 80% | 20% |
| Marovoay | 62% | 38% |
| **Total** | **67%** | **33%** |

**Tableau n° 28 : Prise de mesure lors de la dernière inondation**

A la question de savoir si les ménages ont pris des mesures lors de la dernière inondation, 67% des ménages ont affirmé avoir pris des mesures pour y faire face. Parmi ces ménages, 39% ont mis en sécurité leurs biens tout en écoutant souvent les nouvelles au niveau des médias, 35% se sont attelés au renforcement de leur maison, et 26% ont stockés de la nourriture, de l'eau et des produits de première nécessité pour faire face à l'inondation.

| Moment de la réception de l'alerte cyclone | Proportion |
|---|---|
| Une semaine à l'avance | 30% |
| Trois jour à l'avance | 24% |
| Une journée à l'avance | 8% |
| Le jour même | 19% |
| N'a pas reçu d'alerte | 19% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 29 : Réception de l'alerte sur la survenue de l'inondation**

Concernant la réception des alertes sur la survenue de l'inondation, 54% des ménages l'ont reçu au moins trois jours avant, 26% n'ont reçu l'alerte qu'une journée à l'avance ou le jour même de l'inondation et 19% des ménages n'ont pas du tout reçu d'alerte.

| Moment de la réception de l'avis d'évacuation | Proportion |
|---|---|
| Une semaine à l'avance | 26% |
| Trois jour à l'avance | 19% |
| Une journée à l'avance | 13% |
| Le jour même | 20% |
| N'a pas reçu d'alerte | 21% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 30 : Réception d'alerte pour l'évacuation**

Pour ce qui est de la réception des alertes pour l'évacuation des zones d'habitation, 47% des ménages les ont reçus au moins trois jours avant l'évacuation, 33% ont reçu les alertes une journée à l'avance ou le jour même de l'évacuation et 21% des ménages n'ont pas entendu d'alerte pour l'évacuation des zones d'habitation. Par contre, tous les ménages enquêtés ont affirmés qu'il n'y avait aucune organisation pour l'évacuation des personnes de leur lieu

d'habitation vers les sites d'hébergement, mais que chacun (même les personnes âgées et les personnes en situation d'handicap) devait se débrouiller par ses propres moyens.

| Lors de la dernière inondation, où étiez-vous ? | Proportion |
|---|---|
| Rester à la maison | 63% |
| Se déplacer | 37% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 31 : Evacuation des lieux d'habitation**

Après avoir reçu les alertes les informant d'évacuer les lieux d'habitation, 37% des ménages se sont déplacés pour quitter leur maison, 63% sont restés chez eux. Parmi les ménages qui ont quitté leur lieu d'habitation, 54% se sont déplacés vers les écoles, 16% vers les centres de santé, les églises, les bâtiments administratifs, 23% vers des parents ou amis et 7% vers les centres d'hébergements.

| Si rester à la maison, pourquoi ? | Proportion |
|---|---|
| Sécurité de la maison et des biens | 38% |
| Sites d'hébergement qui ne convient pas | 15% |
| Aucune famille ou amis où aller | 19% |
| Autres | 27% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 32 : Raisons pour lesquelles les ménages sont restées chez eux**

Les 63% des ménages qui sont restés sur leur lieu d'habitation l'on fait pour plusieurs raisons. Pour 38% d'entre eux, la principale raison est la sécurité de leurs biens. Selon ces ménages, quitter leur lieu d'habitation laisserait le champ libre aux voleurs. D'ailleurs, selon toujours ces ménages, aucune organisation n'a été faite au niveau des fokontany pour la sécurisation des biens des personnes déplacées. Une partie des ménages enquêtés (34%) ont affirmés que les sites d'hébergement (lieu et organisation) ne leur convenaient pas ou qu'ils n'avaient pas de parents ou amis qui auraient pu les héberger. Pour 27% des ménages enquêtés, ils sont restés à la maison parce que les maisons étaient construites dans des endroits sécurisés et en hauteur.

| Si resté à la maison | Proportion |
|---|---|
| Rien | 37% |
| Sécuriser les biens | 29% |
| Sécuriser les semences et les récoltes | 22% |
| Sécuriser les animaux domestiques | 10% |
| Autres | 2% |
| **Total** | **100%** |

**Tableau n° 33 : Mesures prises par les ménages qui sont restés chez eux**

Pour les ménages qui sont restés chez eux, 63% ont quand même pris des mesures dont la sécurisation des biens (29%), la sécurisation des récoltes et des semences (22%), la sécurisation des animaux domestiques (10%). Par contre, 37% d'entre eux n'ont pris aucune mesure et 2% ont pris d'autres mesures telles que l'envoi des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes en situation d'handicap dans des endroits sécurisés durant les périodes très critiques.

## IV. Recommandations

Afin de remédier aux lacunes constatées plus haut, un ensemble de recommandation est proposé pour renforcer la préparation et la résilience de la population et des districts

d’intervention face aux catastrophes naturelles. Ces recommandations sont adressées à l’équipe de mise en œuvre du projet, au BNGRC qui est l’autorité qui coordonne les actions de Réduction des Risques de Catastrophes et de Réponses aux Urgences à Madagascar et des trois districts de Mahajanga I, Mahajanga II et Marovoay qui sont les bénéficiaires directs du projet. Néanmoins, toutes les parties prenantes intervenant dans le domaine de la Réduction des Risques de Catastrophes et des Réponses aux Urgences peuvent aussi prendre en compte ces recommandations dans la mise en œuvre de leurs actions.

### 4.1 Structure de Gestion des Risques des Catastrophes

**Au niveau des districts et des communes**

| Recommandations | Entités concernées | Observations |
|---|---|---|
| Structurer et rendre opérationnel les comités de gestion des risques de catastrophes. | BNGRC, Equipe du projet, CRGRC, CDGRC | Comité présidé par le Chef District et les Maires composé des différentes directions et des différents services au niveau des District et des communes. |
| Former/renforcer la capacité des membres des comités de GRC au niveau des districts d'intervention en mettant un accent particulier sur le partage des rôles et responsabilité au sein du comité pour assurer une fluidité des actions. | BNGRC, Equipe du projet, CRGRC, CDGRC | . |
| Mettre en place un centre opérationnel au niveau district pour coordonner les actions de préparation ainsi que les actions de réponse en cas de catastrophe. | BNGRC, Equipe du projet | |
| Organiser des séances de coordination entre les différentes structures de GRC à tous les niveau et les intervenants sur la GRC/RRC au niveau des trois districts pour assurer à ce qu'il y ait une liaison et une partage des informations continue entre les entités intervenants dans la RRC et la réponses aux urgences. | BNGRC, Equipe du projet, CDGRC, CCGRC | Structures de GRC, HCT, Intervenants dans la RRC |
| Mettre en place un système de veille des informations sur la vulnérabilité et les risques venant de chaque commune et fokontany constituant le district pour permettre de développer des actions spécifiques pour la réduction des risques et une alerte efficace le cas échéant. | BNGRC, CDGRC, Equipe du projet | |

**Au niveau de la communauté**

| Recommandations | Entités concernées | Observations |
|---|---|---|
| Mettre en place les équipes locales de secours au niveau des fokontany en tenant compte de la représentativité des différents groupes/sous-groupes au sein de la communauté ; | BNGRC, CRGRC, CCGRC, Equipe du Projet | S'appuyer sur les structures déjà existantes afin de ne pas créer de confusion au niveau de la communauté avec l'existence de multitude de comité. |
| Former les membres sur les thématiques liées à la GRC/RRC et leurs responsabilités pour que ces derniers puissent avoir les compétences nécessaires dans la réalisation de leur rôles et responsabilités et d'assurer la sensibilisation de la population ; | CDGRC, CCGRC, Equipe du Projet | |

| | | |
|---|---|---|
| Effectuer des séances d'information sur les rôles et responsabilités des CCGRC et des ELS au niveau de la population pour que cette dernière ait les informations les concernant et puisse s'y identifier en cas de besoin. | CDGRC, CCGRC, Equipe du Projet | Ces séances devront se faire par secteur/quartier pour que la population puissent vraiment savoir qui ils sont et quels sont leur rôles dans la mobilisation de la population sur la RRC. |
| Former les CCGRC et les ELS sur la collecte permanent des données chiffrées et mises à jours et l'envoi des informations sur la vulnérabilité et les risques de leur fokontany respectifs au niveau des communes et des districts pour assure une veille continue de la situation. | CDGRC, CCGRC, Equipe du Projet | |

### 4.2 Plan de Préparation et de Réponse

**Au niveau des districts et des communes**

| **Recommandations** | **Entités concernées** | **Observations** |
|---|---|---|
| Elaborer des plans de contingence et des plans de préparation incluant des plans d'évacuation et des matrices de réaction rapide au niveau des districts et des communes en tenant compte des axes stratégiques du cadre de SENDAI. Un accent particulier sur la RRC devrait être mis pour permettre d'avantage aux districts, communes et à la communauté de tirer parti de ce plan pour renforcer leur résilience aux chocs. | BNGRC, CRGRC, CDGRC, CCGRC, Equipe du projet | |
| Elaborer des plans d'évacuation et les intégrer dans les plans de contingence et les plans de préparations. | CRGRC, CDGRC, CCGRC, équipe du projet | |
| Elaborer des plans d'évacuation par fokontany en se référant au plan d'évacuation mère pour permettre aux ELS d'assurer efficacement et dans un meilleurs délais l'évacuation de la population le cas échéant. | CDGRC, ELS, Equipe du projet | Ce plan devrait être testé par un exercice de simulation pour que les ELS et la population puissent se familiariser sur les consignes et les procédures d'évacuation. |
| Organiser des exercices de simulation au niveau des districts et à plusieurs niveaux pour tester le plan. | BNGRC, CRGRC, CDGRC, CCGRC, CLS, Equipe du projet | Coordination des actions entre le centre opérationnel au niveau des districts et les CCGRC au niveau des communes et les ELS au niveau des fokontany. |

| | | |
|---|---|---|
| S'assurer à ce que le BNGRC soit impliqué à tous les niveaux de décision afin de les impliquer davantage dans le processus de pérennisation et de suivi et accompagnement technique des structures. | Equipe du projet | |

**Au niveau de la communauté**

| **Recommandations** | **Entités concernées** | **Observations** |
|---|---|---|
| Elaborer des plans de réduction des risques de catastrophe incluant des plans d'évacuation et des matrices de réaction rapide au niveau des fokontany définissant les actions de préparation – de mitigation/prévention et de réponse aux catastrophes naturelles. | CDGRC, CCGRC, Equipe du projet | Les rôles et responsabilités de chaque membre des ELS et de la communauté doivent être bien définis à l'avance pour que chacun connaisse sa responsabilité dans la mise en œuvre du plan. |
| Elaborer des plans d'évacuation au niveau des fokontany définissant les procédures à suivre pour l'évacuation de la population en cas de catastrophes naturelles. | BNGRC, CDGRC, CCGRC, Equipe du projet | Une liste des personnes les plus vulnérables devrait être faite à l'avance pour définir et prioriser tout d'abord les personnes qui peuvent entrer dans ces sites d'évacuation vu la capacité limitée de ces sites. Chaque membre de l'ELS a son rôle à jouer dans l'organisation de l'évacuation et devra ainsi être bien défini et tester à l'avance avant son opérationnalisation. |
| Organiser des exercices de simulation au niveau des fokontany pour tester les plans (procédures d'évacuation et matrice de réaction rapide). | CDGRC, CCGRC, CLS, Equipe du projet | |
| Organiser des séances d'information et de sensibilisation de la population sur l'existence du plan et le partage de son contenu pour que chaque ménage puisse s'identifier par rapport aux actions qu'ils doivent enclencher à leur niveau pour réduire les risques. | CDGRC, CCGRC, CLS, Equipe du projet | |
| Assurer le suivi de la mise en œuvre des plans au niveau des fokontany. Des cellules de suivi et évaluation doivent être mises en place au niveau des communes pour assurer le suivi des activités de préparation – mitigation/prévention au niveau des fokontany. | CCGRC | Cette approche assurerait l'opérationnalisation et la prise de responsabilité de chacun dans la mise en œuvre d'action de RRC à leur niveau. |

| | | |
|---|---|---|
| S'assurer à ce que le BNGRC soit impliqué à tous les niveaux de décision afin de les impliquer davantage dans le processus de pérennisation et de suivi et accompagnement technique de ces structures. | Equipe du projet | |

### 4.3 Système d'alerte précoce

**Au niveau des districts et des communes**

| **Recommandations** | **Entités concernées** | **Observations** |
|---|---|---|
| Définir clairement le circuit d'envoi des messages d'alerte pour éviter les pertes de temps et les latences dans la prise de décisions au niveau des autorités pour déclarer l'alerte | BNGRC, CRGRC, CDGRC, Equipe du projet | |
| Effectuer des plaidoyers au niveau de la Météo et le BNGRC concernant le contenu des messages d'alerte qui sont trop technique et difficilement décryptable par les utilisateurs et de les modifier en terminologie plus facile à comprendre. | Equipe du projet | Afin d'accélérer le processus de prise de décision à chaque niveau. |
| Définir un modèle de SAP efficace et adapté aux contextes des zones d'intervention. | BNGRC, Equipe du projet | |

**Au niveau de la communauté**

| **Recommandations** | **Entités concernées** | **Observations** |
|---|---|---|
| Définir un système communautaire de SAP permettant de suivre les informations dans les fokontany et de déclarer à temps l'alerte au niveau de la population. | BNGRC, Equipe du projet | Ce système d'alerte doit être inclusif pour que toutes les couches de la population puissent en bénéficier positivement. |
| Identifier des outils d'alerte efficace par localité et par couches de la population pour que tout le monde puisse être averti de la même manière (ex : outil audio, outil visuel, outil audio-visuel, …). | Equipe du projet, CDGRC, CCGRC, BNGRC | |
| Améliorer la connaissance des consignes de la population à travers la création d'outils adaptés par rapport à la perception des populations. | Equipe du projet, BNGRC | Travailler sur les messages avec peu de texte mais de nombreux dessin, le format en grande pancarte dans chaque endroit stratégique des fokontany, le type de message suivant les risques présents dans les fonkontany et bonne pratiques/quoi |

| | | |
|---|---|---|
| | | faire avant/pendant/après une catastrophes et le lien avec la couleur de l'alerte. |
| Organiser de campagnes de sensibilisation/formation sur les risques présents et les espaces à risques identifiés. | CDGRC, CCGRC, CLS, Equipe du projet | |

## V. Plan de suivi

| Indicateurs | Cibles | Valeurs initiales |
|---|---|---|
| **Objectif principal : Contribuer à l'amélioration de la résilience des populations et des institutions pour faire face aux risques de catastrophes sur la côte ouest de Madagascar** | | |
| **Objectif Spécifique : Développer les capacités de préparation et de réponse aux catastrophes, avec une approche inclusive, particulièrement sensible au genre et intégrée, dans le Nord-Ouest de Madagascar, Région de Boeny.** | | |
| Pourcentage de réduction du nombre de personnes affectées (enregistrées, attendues ou modélisées) | 30% | |
| Pourcentage de filles et garçons d'âge scolaire qui accèdent aux opportunités d'éducation de qualité pertinents aux situations d'urgence | 90% | |
| Au moins 90 % des institutions (Fokontany, Communes, Districts) des trois districts ciblés disposent des connaissances et compétences nécessaires en réduction des risques des catastrophes | 90% | 5% des institutions disposent actuellement des connaissances et compétences nécessaires en réduction des risques des catastrophes |
| Au moins 80 % des populations les plus vulnérables dans les zones les plus à risques ont amélioré leurs connaissances, leurs compréhensions et pratiques dans le domaine de la réduction des risques des catastrophes (par types de vulnérabilité, par sexe et par âge) | 80% | 48% des populations les plus vulnérables ont la connaissance, la compréhension et la pratique de la réduction des risques de catastrophes |
| **R1 - Les institutions locales à différents niveaux et les communautés sont sensibilisées et formées, et disposent ainsi des compétences nécessaires pour la mise en place et l'opérationnalisation d'un système d'alerte précoce inclusif et intégré.** | | |

| | | |
|---|---|---|
| Existence d'un mécanisme efficient de coordination RRC opérationnel inter-niveaux au sein des trois Districts | 1 | 0 – Aucun mécanisme inclusive de coordination développé |
| Nombre de personnes qui participent à des interventions qui améliorent leur capacité à faire face à des chocs et des stress | 2 640 personnes | |
| Nombre de personnes couvertes par des mesures précoces / plans d'urgence | 263 620 personnes | |
| Nombre de communes dont les plans de développement locaux (PDL) prennent en compte la RRC en lien avec des projections climatiques à moyen terme | 5 communes | 0 – Aucun PDL ne prend en compte la RRC |
| Nombre de personnes couvertes par un système d'alerte précoce fonctionnel | 210 890 personnes | |
| **R2. Les communautés cibles, en particulier les groupes les plus vulnérables sont plus résilientes même en période de crise, grâce à un mécanisme de réponse et de protection sociale permettant d'assurer une sécurité minimale de revenu et d'accès aux services sociaux de base** | | |
| Pourcentage de ménages parmi les ménages cibles disposant de liquidités (cash) avant et pendant la période cyclonique | 80% | 0% - Aucun ménages vulnérables ne dispose de cash avant et pendant la période cyclonique |
| Nombre de personnes qui participent à des interventions qui améliorent leur capacité à faire face à des chocs et stresses | 9 000 personnes | |
| Nombre d'AVEC[12] constituées et opérationnelles, et ayant intégré l'analyse des risques climatiques dans leurs activités | 70 | 0 – Aucun AVEC existant |
| Pourcentage de femmes et de personnes handicapées membres d'AVEC pouvant participer à la prise de décision financière au sein des ménages, intégrant ainsi le facteur « renforcement de sa résilience face aux aléas » dans ses choix d'investissement. | 75% | |
| Nombre de mécanisme de protection sociale en place et opérationnel | 3 | 0 – Pas de mécanisme de protection sociale |

[12] Association Villageoise d'Epargne et de Crédit

| | | |
|---|---|---|
| **R3- Les écoliers des zones d'intervention ont amélioré leurs capacités et connaissances en RRC et sont mieux préparés à faire face aux catastrophes naturelles.** | | |
| Nombre de personnes ayant reçu de l'information, ou ayant bénéficié d'actions d'éducation et de communication sur la gestion des risques et des catastrophes | 1 050 personnes | 0 – Aucune personnes |
| Pourcentage d'enfants ayant amélioré leurs compétences dans la compréhension des risques, préparation et réaction en cas de catastrophes | 80% | |
| Pourcentage d'écoles qui dispose de plan de préparation aux urgences opérationnel et intégré dans le plan de RRC communal. | 70% | 0% - Aucune école ne dispose de plan de préparation aux urgences |
| Nombre d'enseignants et d'autres personnels de l'éducation formés pour créer un environnement d'apprentissage favorable et promouvoir le bien-être psychosocial des apprenants | 45 | |
| **R4- Des réponses rapides sont apportées aux besoins immédiats et vitaux dans une zone affectée par une catastrophe même en dehors des zones de l'action.** | | |
| % de ménages bénéficiant des actions de réponses d'urgence dans les 72H dans les zones d'intervention du projet ou à proximité telles que la région de Diana, Betsiboka et Sofia et dans les régions du pays ou CARE est présent (Analamanga, Atsinanana, Anosy, Androy, Vatovavy Fitovinany, Alaotra Mangoro, Analanjirofo) | 10% | |
| Nombre de réponses d'urgence apportées au plus tard dans les 120 heures après la catastrophe partout sur le territoire malgache. | 1 | |

## VI. Conclusion

Pour conclure cette étude, les résultats des enquêtes effectuées au niveau de la communauté et les interviews réalisées avec les autorités que ce soit au niveau de la BNGRC, les trois districts d'intervention, les communes et les Fokontany ainsi que les responsables de l'éducation concernés ont permis de constater que le niveau de préparation pour faire face aux catastrophes naturelles en particulier les cyclones et les inondations est encore largement à améliorer dans la zone d'étude. Les communautés les plus vulnérables des communes et fokontany ne sont pas assez bien préparés pour faire face à des catastrophes naturelles qui sont de plus en plus violentes.

Plusieurs actions doivent être entreprises afin d'accroitre la résilience de la population face aux catastrophes naturelles dans les trois districts d'intervention du projet. Ces actions qui sont mentionnées dans la partie recommandations devront être mise en œuvre à deux niveaux, au niveau institutionnel et au niveau communautaire.

La mise en œuvre de ces actions devra être entreprise en collaboration avec toutes les intervenants en matière de Réduction des Risques des Catastrophes et de réponses aux urgences au niveau national et Régional (BNGRC, Agence des Nations Unies, ONG's nationales et internationales, Secteur Privé…). De plus la consultation des communautés vivant au niveau des zones les plus à risques surtout les personnes les plus vulnérables va permettre à l'équipe du projet d'identifier les approches et méthodes les plus adaptées à utiliser dans la mise en œuvre de chaque action pour garantir l'appropriation effective du concept de réduction des risques de catastrophes et réponses aux urgences inclusives par les communautés.

A part les formations et les séances de sensibilisation, des plans et des stratégies, des systèmes d'alertes adaptés aux contextes devraient être élaborés et testés au niveau de chaque district, commune et fokontany afin que la préparation ainsi que les réponses en cas de catastrophes soient effectives et suivent des logiques précises et identifiés à l'avance.

**« Ce document a pu être réalisé avec le financement de la Commission Européenne. Le contenu de la présente publication ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de la Commission Européenne ».**

# Annexes

Annexe 1 : Questionnaire Ménage

# ETUDE CAP

*Novembre 2018*

*PROJET MAHALOMBA*

## GENERALITE

**1. Nom de l'enqueteur**

**2. District**
O 1. Mahajanga I O 2. Mahajanga II O 3. Marovoay

**3. Commune**

**4. Fokontany**

**5. Lieu de résidence**

**6. Date de l'enquete**

**7. Heure de l'enquete**

## CONNAISSANCE SUR L'ENQUETE

**8. Code de l'enquete**

**9. Nom du chef de famille ?**

**10. Sexe du chef de famille ?**
O 1. Homme O 2. Femme

**11. Statut matrimonial du CM ?**
O 1. Célibataire O 2. Marié(e) O 3. Divorce(e)
O 4. Veuf(ve)

**12. Parcours estudiantin ?**
O 1. Non scolarisé O 2. Primaire O 3. Secondaire
O 4. Université

**13. Activité principale du CM ?**
O 1. Agriculteur O 2. Eleveur O 3. Pecheur
O 4. Artisant O 5. Commerçant O 6. Autre
O 7. Chomeur

**14. depuis quand, vivez vous dans le village?**
O 1. < 5 ans O 2. 5 - 10 ans O 3. > 10 ans

**15. Situation de propriete?**
O 1. Locataire O 2. Propriétaire O 3. Autre

**16. Comment est construit votre maison?**
O 1. Bois O 2. Brique O 3. Tôle
O 4. Sachet O 5. Autre

**17. Combien de personnes êtes vous dans le ménage?**
*La réponse est obligatoire.*

**18. Garcon moins de 5 ans?**

**19. Fille moins de 5 ans?**

**20. Adolescent de 6 - 17 ans?**

**21. Adolescente de 6 - 17 ans?**

**22. Homme de 18 - 59 ans?**

**23. Femme de 18 - 59 ans?**

**24. Vieille homme de plus de 60 ans?**

**25. Vieille homme de plus de 60 ans?**

**26. Combien sont les personnes qui suvent lire et écrire dans le ménage? ?**

**27. Combien d'homme ?**

**28. Combien de femme ?**

## a. Connaissance sur les aléas

**29. Selon vous, qu'est ce qu'un aléa ?**

**30. Votre localité avait-il déja été touché par un aléa?**
O 1. Oui O 2. Non
*La reponse est obligatoire.*
*Aller à 71. FIOMONANA' n LOZA NTRANSA = "Non"*

**31. Quel type d'aléa avait touché votre localité?**

- ☐ 1. Cyclone ☐ 2. Inondation ☐ 3. Incendie
- ☐ 4. Eboulement ☐ 5. Seisme ☐ 6. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).*

**32. Selon vous, quelles sont les causes d'apparition d'un cyclone?**

- ☐ 1. Evènement Naturel ☐ 2. Evenement anthropique
- ☐ 3. Changement climatique ☐ 4. Punition divine
- ☐ 5. Ne sais pas

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

**33. Selon vous, quelles sont les causes d'une inondation ?**

- ☐ 1. Evènement Naturel ☐ 2. Evenement anthropique
- ☐ 3. Changement climatique ☐ 4. Punition divine
- ☐ 5. Ne sais pas

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*

**34. selon vous, quelles sont les causes d'une incendie ?**

- ☐ 1. Evènement Naturel ☐ 2. Evenement anthropique
- ☐ 3. Changement climatique ☐ 4. Punition divine
- ☐ 5. Ne sais pas

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*

**35. selon vous quelles sont les causes des éboulements ?**

- ☐ 1. Evènement Naturel ☐ 2. Evenement anthropique
- ☐ 3. Changement climatique ☐ 4. Punition divine
- ☐ 5. Ne sais pas

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*

**36. selon vous, quelles sont les causes des seismes ?**

- ☐ 1. Evènement Naturel ☐ 2. Evenement anthropique
- ☐ 3. Changement climatique ☐ 4. Punition divine
- ☐ 5. Ne sais pas

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*

## a.1 Cyclone

**37. Est ce que votre ménages a pris des dispositions lors du passage du dernier cyclone dans votre localité?**

- ○ 1. Oui ○ 2. Non

**38. Si oui, quelles dispositions ?**

- ☐ 1. Ecouté tout le temps la radio
- ☐ 2. Sécurisation des biens du ménages dans un endroit sécurisé
- ☐ 3. Renforcement de la maison
- ☐ 4. Stockage de nourriture et d'eau potable
- ☐ 5. Stockage de produits de première nécessité

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*
*La question n'est pertinente que si MANTREHANA NY RIVO-DOZA – "Oui"*

**39. Selon vous, peut-on stopper l'apprition d'un cyclone ?**

- ○ 1. Oui ○ 2. Non

**40. Si non, qu'est ce qu'on pourrait faire?**

- ☐ 1. Réduire son impact
- ☐ 2. renforcer la capacité à faire face
- ☐ 3. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si MANTREHANA – "Non"*

**41. Si autre, précisez**

**42. Durant le passage du dernier cyclone, qu'es tce que votre ménage avait fait?**

- ☐ 1. Rester dans la maison ☐ 2. se déplacer ailleurs

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*Aller à 47. TOERANA 1' si TOERANA – "se déplacer ailleurs"*

**43. Si vous avez resté dans votre maison, pourquoi?**

- ☐ 1. Sécursation des bien matériels
- ☐ 2. Les centres de refuges ne convenaient pas au ménage
- ☐ 3. Pas d'amis ou famille pouvant accueilir
- ☐ 4. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si TOERANA – "Rester dans la maison"*

**44. Si autre, précisez**

**45. si vous étiez resté à la maison, comment avez vous fait pour faire face au cyclone?**

- ☐ 1. Rien
- ☐ 2. Sécursation des biens matériels dans un endroit sécurisé
- ☐ 3. Sécursation des récoltes et semences dans un endroit sécurisé
- ☐ 4. Sécursation du bétails dans un endroit sécursé
- ☐ 5. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si TOERANA – "Rester dans la maison"*

**46. Si autre précisez**

**47. Si vous avez choisi de se déplacer, où vous étiez aller?**

- ○ 1. Ecole ○ 2. CSB ○ 3. Eglise
- ○ 4. Bureau ○ 5. Abris ○ 6. Ami et famille
- ○ 7. Autre

*La question n'est pertinente que si TOERANA – "se déplacer ailleurs"*

**48. si autre, précisez**

**49. durant le passsage du dernier cyclone, à quel moment avez vous reçu l'avis de cyclone?**

- O 1. Une semaine à l'avance
- O 2. 3 jours à l'avance
- O 3. Une journée à l'avance
- O 4. Le jour même
- O 5. N'ayant âs reçu d'avis

**50. durant le dernier cyclone, à quel moment avez vous reçu l'ordre d'évacuation?**

- O 1. Une semaine à l'avance
- O 2. 3 jours à l'avance
- O 3. Une journée à l'avance
- O 4. Le jour même
- O 5. N'ayant âs reçu d'avis

## a.2 Inondation

**51. Est ce que votre ménages a pris des dispositions lors du passage du dernier cyclone dans votre localité?**

- O 1. Oui
- O 2. Non

**52. Si oui, quelles dispositions ?**

- ☐ 1. Ecouté tout le temps la radio
- ☐ 2. Sécurisation des biens du ménages dans un endroit sécurisé
- ☐ 3. Renforcement de la maison
- ☐ 4. Stockage de nourriture et d'eau potable
- ☐ 5. Stockage de produits de première nécessité

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*
*La question n'est pertinente que si MANTREHANA NFRIWO-FOZA = "Oui"*

**53. Selon vous, peut-on stopper l'apprition d'un cyclone ?**

- O 1. Oui
- O 2. Non

**54. Si non, qu'est ce qu'on pourrait faire?**

- ☐ 1. Réduire son impact
- ☐ 2. renforcer la capacité à faire face
- ☐ 3. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si MANTREHANA = "Non"*

**55. Si autre, précisez**

**56. Durant le passage du dernier cyclone, qu'es tce que votre ménage avait fait?**

- ☐ 1. Rester dans la maison
- ☐ 2. se déplacer ailleurs

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

**57. Si vous avez resté dans votre maison, pourquoi?**

- ☐ 1. Sécurisation des bien matériels
- ☐ 2. Les centres de refuges ne convenaient pas au ménage
- ☐ 3. Pas d'amis ou famille pouvant accueilir
- ☐ 4. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si TOERANA = "Rester dans la maison"*

**58. Si autre, précisez**

**59. si vous étiez resté à la maison, comment avez vous fait pour faire face au cyclone?**

- ☐ 1. Rien
- ☐ 2. Sécursation des biens matériels dans un endroit sécurisé
- ☐ 3. Sécursation des récoltes et semences dans un endroit sécurisé
- ☐ 4. Sécursation du bétails dans un endroit sécurisé
- ☐ 5. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si TOERANA = "Rester dans la maison"*

**60. Si autre précisez**

**61. Si vous avez choisi de se déplacer, où vous étiez aller?**

- O 1. Ecole
- O 2. CSB
- O 3. Eglise
- O 4. Bureau
- O 5. Abris
- O 6. Ami et famille
- O 7. Autre

*La question n'est pertinente que si TOERANA = "se déplacer ailleurs"*

**62. si autre, précisez**

**63. durant le passsage du dernier cyclone, à quel moment avez vous reçu l'avis de cyclone?**

- O 1. Une semaine à l'avance
- O 2. 3 jours à l'avance
- O 3. Une journée à l'avance
- O 4. Le jour même
- O 5. N'ayant âs reçu d'avis

**64. durant le dernier cyclone, à quel moment avez vous reçu l'ordre d'évacuation?**

- O 1. Une semaine à l'avance
- O 2. 3 jours à l'avance
- O 3. Une journée à l'avance
- O 4. Le jour même
- O 5. N'ayant âs reçu d'avis

## b. Vulénrabilité et Risques

**65. Comment trouvez vous votre niveau de vulnérabilité aux aléas ?**

☐ 1. Hautement vulénrable ☐ 2. Moyennement vulénrable
☐ 3. Non vulenrable

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*

**66. Selon vous, quels en sont les source de votre vulénrabilité ?**

☐ 1. Manque d'argent
☐ 2. Lieu d'implantation des habitations
☐ 3. Matériaux de construction des maisons non adaptés
☐ 4. La désinformation
☐ 5. Absence de sensibilisation
☐ 6. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*

**67. si autre, précisez**

**68. comment évaluerez vous le niveau de risque de votre ménages par rapport aux cyclones et inondations ?**

○ 1. Très bas ○ 2. Bas ○ 3. Haut ○ 4. Très haut

**69. comment évaluerez vous le niveau de risque de votre ménages par rapport à la perte de vos bien en cas de cyclone et d'inondation ?**

○ 1. Très bas ○ 2. Bas ○ 3. Haut ○ 4. Très haut

**70. Quels personnes dans votre ménages avez souffert le plus durant le passage du dernier aléa dans votre localité ?**

☐ 1. Homme
☐ 2. Femme
☐ 3. Enfant
☐ 4. Personnes agées
☐ 5. Personnes en situation d'handicap

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

**71. Si un aléa vient à frapper de nouveau, que feriez vous ?**

○ 1. Se préparer à l'avance
○ 2. Attendre les consignes des autorités
○ 3. Ne rien faire et Subir
○ 4. Ne sais pas

**72. Selon vous, peut-on réduire les risques et l'impact des catastrophes ?**

○ 1. Oui ○ 2. NOn ○ 3. Ne sais pas

**73. selon vous, quels groupes de personnes sont les plus vulnérables en cas de catastrophe ?**

☐ 1. Garçon
☐ 2. Fille
☐ 3. Homme
☐ 4. Femme
☐ 5. Personnes agées
☐ 6. Personnes en situation d'handicap
☐ 7. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (6 au maximum).*

## c. Connaissance sur la GRC

**74. Avez vous des connaissances sur la GRC et la préparation aux catastrophes ?**

○ 1. Oui ○ 2. Non

**75. Si oui, où avez vous puisez ces connaissances ?**

☐ 1. Média ☐ 2. Sensibilisation ☐ 3. Bouche à oreille
☐ 4. Autres

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

**76. Si autre, précisez**

**77. Si sensibilisation, par qui ?**

☐ 1. Autorités Administratives
☐ 2. Autorités Traditionnelles
☐ 3. Comité de GRC
☐ 4. Associations
☐ 5. Autres

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

**78. si autre, précisez ?**

**79. selon vous, est-il utilise d'avoir des connaissances sur la GRC ?**

○ 1. Oui ○ 2. Non

**80. Seriez vous prêt à participer à la préparation aux catastrophes et à la réduction des risques ?**

○ 1. Oui ○ 2. Non

**81. SI oui pourquoi ?**

**82. quelles type de participation allez vous faire ou avez vous fait avant?**

**83. Si non pourquoi?**

**84. Connaissez vous le bureau national en charge de la GRC, si oui, le quel de ces réponses ?**
O 1. BNGRC O 2. CPGU O 3. GRM O 4. CPC

**85. votre localité possède -t-elle un comité ELS?**
O 1. Oui O 2. Non

**86. si oui, quels sont les membres ?**
☐ 1. Représentant des autorités
☐ 2. Représentant des églises
☐ 3. Représentant des autorités traditionnelles
☐ 4. Représentant des groupes de femmes
☐ 5. Représentant des jeunes
☐ 6. Représentant des personnes en situation d'handicap
☐ 7. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si KOMITY VONJY TAITRA = "Oui"*

**87. Connaissez vous les rôles et responsabilités des ELS et de ces membres?**
O 1. Oui O 2. Non

*La question n'est pertinente que si KOMITY VONJY TAITRA = "Oui"*

**88. Si oui, donner trois rôles et résponsabilités ?**

*La question n'est pertinente que si ANDRAIKINY = "Oui"*

**89. Votre village possède -t-il un plan de RRC ?**
O 1. Oui O 2. Non

**90. Si oui, avez vous été consulté durant son élaboration?**
O 1. Pas de consultation
O 2. Consultation moindre
O 3. Contribution totale jusqu'à sa validation

*La question n'est pertinente que si FIOMANANA MIRASIKA NY LOZA = "Oui"*

**91. Selon vous, quel est l'utilité de ce plan?**

*La question n'est pertinente que si FIOMANANA MIRASIKA NY LOZA = "Oui"*

**92. Connaissez vous le système d'alerte aux aléas ?**
O 1. Oui O 2. Non

**93. Si oui, quel système ?**
☐ 1. Drapeau ☐ 2. Sirène ☐ 3. Sifflet
☐ 4. Annonce à la radio ☐ 5. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si FANAIRANA = "Oui"*

**94. Si autre, précisez?**

**95. Avez vous déja reçu des alertes aux aléas ?**
O 1. Oui O 2. Non

**96. Si non pourquoi?**

**97. Est ce que votre fokontany a déja bénéficié d'une exercice de simulation?**
O 1. Oui O 2. Non

**98. Si oui, est ce que votre ménages avez participé à cet exercice?**
O 1. Oui O 2. Non

*La question n'est pertinente que si FANAZARANA = "Oui"*

**99. si oui, pourquoi ?**

*La question n'est pertinente que si FANAZARANA = "Oui"*

**100. Si non, pourquoi?**

**101. Selon vous, est-il utile de faire ces exercices?**
O 1. Oui O 2. Non

*La question n'est pertinente que si FANAZARANA = "Oui"*

**102. Pourquoi?**

**103. faites vous des stocks pour faire face aux aléas?**
O 1. Oui O 2. Non

*La réponse est obligatoire.*

**104. Si oui, quels types de produit?**
☐ 1. Nourriture ☐ 2. Eau ☐ 3. Matériels d'hygiene
☐ 4. PPN ☐ 5. Autres

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*
*La question n'est pertinente que si TAHIRY = "Oui"*

**105. si autre, précisez ?**

## d. Préparation future

**106. pensez vous vous préparer pour la prochaine saison cyclonique ?**
O 1. oui O 2. non

**107. si non, pourquoi ?**

*La question n'est pertinente que si FIOMANANA1 = "non"*

**108. si oui, quel type de préparation pensez vous ?**

*La question n'est pertinente que si FIOMANANA1 = "oui"*

**109. Au niveau de votre village, quels types de praration pensez vous être le mieux ?**

- ☐ 1. Mise en place de ELS
- ☐ 2. Plan de RRC
- ☐ 3. Exercice de simulation
- ☐ 4. Mise en place de SAP
- ☐ 5. Construction d'infrastructure de mitigation
- ☐ 6. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).*

**110. selon vous, qui devrait composé le ELS ?**

- ☐ 1. Chef fokontany
- ☐ 2. Ainés du village
- ☐ 3. Structure de gestion de leau
- ☐ 4. Représentant des associations oeuvrant dans le village
- ☐ 5. Représentant de l'église
- ☐ 6. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

**111. selon vous, la présence des femmes dans les ELS sont-elles nécessaires ?**

○ 1. Pas nécessaire ○ 2. Nécessaire ○ 3. Important

**112. Pourquoi ?**

**113. selon vous, la présence des jeunes dans les ELS sont-elles nécessaires ?**

○ 1. Pas nécessaire ○ 2. Nécessaire ○ 3. Important

**114. pourquoi ?**

**115. selon vous, la présence des personnes agées dans les ELS sont-elles nécessaires ?**

○ 1. Pas nécessaire ○ 2. Nécessaire ○ 3. Important

**116. pourquoi ?**

**117. selon vous, la présence des personnes en situation d'handicap dans les ELS sont-elles nécessaires ? ?**

○ 1. Pas nécessaire ○ 2. Nécessaire ○ 3. Important

**118. pourquoi?**

**119. Si un PRRC sera élaboré pour votre localité, allez vous y participer?**

○ 1. Oui ○ 2. Non

**120. pourquoi?**

**121. Si une exercice de situation sera organisée dans votre localité, allez vous y participer ?**

○ 1. Oui ○ 2. Non

**122. pourquoi?**

**123. Avez vous des commentaires ?**

## Guide de Focus Groupe des autorités (District, commune et Fokontany)

- Groupes de personnes vulnérables dans la zone;
- Structure de GRC dans la zone;
- Coordination et inter-liaison de ces structures dans la RRC;
- Renforcement de capacité ou transfert de connaissance et compétences à ces structures;
- Taux de rétention des connaissances au niveau des membres;
- Existence et considération des avis et besoins de chaque groupe de personnes dans les plans;
- Existence de SAP dans la zone
- Existence de base de données sur la vulnérabilité;
- Niveau de préparation de chaque structure pour la saison cyclonique;
- Niveau de préparation des communautés notamment les groups de personnes vulnérables à faire face à la prochaine saison cyclonique;
- Existence d'acteur dans la zone dans le domaine de GRC/RRC et l'humanitaire.

## Guide de Focus groupe pour les acteurs dans le domaine de la RRC au niveau de la zone

- Groupes de personnes vulnérables dans la zone;
- Rôles et responsabilités des acteurs en GRC/RRC dans le renforcement de capacité et accompagnement des structures en matière de RRC, changement climatique et inclusion ;
- Rôles des acteurs dans l'élaboration et l'opérationnalisation des plans de RRC inclusive
- Rôles des acteurs dans l'élaboration et l'opérationnalisation de SAP
- Rôles des acteurs dans la mise en place de base des données sur la vulnérabilité et les risques
- Rôles des acteurs dans la mise en place des structures à tous les niveaux pour gérer les risques et réduire ses impacts
- Rôles des acteurs dans la sensibilisation et mobilisation des communautés à faire face au catastrophes surtout les groupes de personnes les plus vulnérables
-

## Guide de Focus Groupe au niveau communautaire

- Groupes de personnes vulnérables dans la localité;
- Niveau de connaissance des membres de la communauté sur l'origine des aléas
- Niveau de connaissance des groupes et sous-groupes sociaux sur le risque
- Considération et engagement des groupes et sous-groupes dans la GRC/RRC
- Niveau de participation des groupes et sous-groupes dans les actions de RRC
- Pratique des groupes et sous-groupes en cas de catastrophe
- Obstacles au niveau communautaires qui pourraient entraver la réduction des risques

.